

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1274

29 avril 2016

### SOMMAIRE

Audrey Germany Investment S.à r.l. ....	61143	Eso Investco VI S.à r.l. ....	61108
Audrey Holdco S.à r.l. ....	61143	Eurobuild Investment S.A. ....	61107
Aux Saveurs d'Antan Wiltz S.A. ....	61110	Euronav Luxembourg S.A. ....	61108
B-15 Capital Partners ....	61111	FedEx International Holdings Limited (Lu- xembourg) S.C.S. ....	61108
Bagneux Investment S.à r.l. ....	61111	Fidelity Alpha Funds SICAV ....	61106
Baker Hughes Luxembourg Holdings S.C.A. .....	61139	Global Pharm Holding S.à r.l. ....	61108
BalaBit S.A. ....	61111	Il Bacio di Stile IP S.à r.l. ....	61109
Boracay Management Services ....	61111	LuxCo 82 S.à r.l. ....	61132
BS Recovery S.à r.l. ....	61110	Magnolia (BC) Holdco S.à r.l. ....	61113
Cabrilla S.A. ....	61109	Magnolia (BC) Luxco S.C.A. ....	61113
Cargill International AM S.à r.l. ....	61110	Magnolia (BC) Midco S.à r.l. ....	61113
Cebas S.A. ....	61109	Malasi S.A. ....	61152
C.I.P.M., Company Industrial Piping Mainte- nance, S.à r.l. ....	61110	Martinaie S.A. ....	61112
C & M S. à r.l. ....	61110	Martinaie S.A. ....	61112
DEVAN SA société de gestion de patrimoine familial ....	61106	Michael Investments S.A. ....	61112
DiPiU Property S.A. ....	61106	MPC International S.A. ....	61112
DMX Management S.A. ....	61107	Openity S.à r.l. ....	61113
DO Concept S.A. ....	61107	Patron Belair S.à r.l. ....	61147
Dundead (International) 32 S.à r.l. ....	61106	Permotio International Learning S.à r.l. ....	61113
Edmond de Rothschild Equity Startegies Ma- nagement III S.à r.l. ....	61108	Pillarlux Holdings Sàrl ....	61112
Electricity Application Luxembourg ....	61109	rvp Claudio Coello S.à r.l. ....	61114
E.P. Euro Partner S.A. ....	61107	Solferino S.à r.l. ....	61123
		SWM HoldCo 2 ....	61111
		Teamlux S.A. ....	61152

**DiPiU Property S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-2613 Luxembourg, 7, place du Théâtre.  
R.C.S. Luxembourg B 98.129.

Nous vous prions de noter que:

- Alice Management S.A. (7, place du Théâtre, 2613 Luxembourg; R.C.S. Luxembourg B151921);
  - Béatrice Management S.A. (7, place du Théâtre, 2613 Luxembourg; R.C.S. Luxembourg B151931);
  - Claire Management S.A. (7, place du Théâtre, 2613 Luxembourg; R.C.S. Luxembourg B151898)
- démissionnent de ses fonctions d'administrateurs de la société DiPiU Property S.A. (7, place du Théâtre, 2613 Luxembourg; R.C.S. Luxembourg B98129) avec effet du 28 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alice Management S.A. / Béatrice Management S.A. / Claire Management S.A.

Référence de publication: 2016069218/15.

(160032586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

---

**Dundeal (International) 32 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9A, rue Robert Stümper.  
R.C.S. Luxembourg B 199.783.

Les statuts coordonnés au 1<sup>er</sup> février 2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch  
*Notaire*

Référence de publication: 2016069219/11.

(160032875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

---

**DEVAN SA société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1370 Luxembourg, 16, Val Sainte Croix.  
R.C.S. Luxembourg B 53.948.

**EXTRAIT**

Suivant décision du conseil d'administration de la société DEVAN S.A. en date du 10 février 2015 Monsieur Thierry ELVINGER, expert-comptable, L-2134 Luxembourg, 52, rue Charles Martel a été nommé dépositaire de toutes les actions au porteur de la société prénommée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme  
*Pour la société*  
*Un mandataire*

Référence de publication: 2016069221/15.

(160032171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

---

**Fidelity Alpha Funds SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2a, rue Albert Borschette.  
R.C.S. Luxembourg B 189.202.

*Extrait des Résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 14 Janvier 2016*

Le bilan au 30 Septembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 Février 2016.

Fidelity Alpha Funds SICAV  
*Director*

Référence de publication: 2016069266/13.

(160032183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

---

**DMX Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.  
R.C.S. Luxembourg B 181.145.

## EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale de la société en date du 19 février 2016 de la Société que:

- La démission de Madame Sandrine BISARO, en tant qu'administrateur de classe B de la Société, a été acceptée avec effet au 10 février 2016.

- Madame Caroline GOERGEN, née le 09 juin 1979 à Verviers (Belgique), et demeurant professionnellement au 16 avenue Pasteur L-2310 a été nommée en tant que Administrateur de classe B, avec effet immédiat au 10 février 2016 et ce jusqu'à l'approbation des comptes clos au 31 décembre 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 19 février 2016.

Référence de publication: 2016069227/16.

(160032138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

---

**DO Concept S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8832 Rombach, 5, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 180.827.

*Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 15 janvier 2016*

Il résulte de l'AGE tenue ce 15 janvier 2016 ce qui suit:

Démission de son poste d'Administrateur de Madame Melissa MAUTES, domiciliée rue de Luxembourg 22 à F-57100 Thionville

Nomination au poste d'Administrateur de Monsieur Olivier DEBRUYNE, domicilié rue Albert 1<sup>er</sup>, 302 à B-6780 Wolkrange et ce pour une période indéterminée.

Do Concept SA.

Référence de publication: 2016069229/14.

(160032459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

---

**E.P. Euro Partner S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.  
R.C.S. Luxembourg B 68.441.

Nous vous prions de noter que Gábor Kacsóh (2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg) démissionne de son fonction d'administrateur de la société E.P. Euro Partner S.A. (2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg; R.C.S. Luxembourg B68441) avec effet du 28 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Gábor Kacsóh.

Référence de publication: 2016069234/12.

(160032585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

---

**Eurobuild Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.  
R.C.S. Luxembourg B 110.503.

Nous vous prions de noter que Gábor Kacsóh (2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg) démissionne de son fonction d'administrateur de la société Eurobuild Investment S.A. (2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg; R.C.S. Luxembourg B110503) avec effet en date du 28 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Gábor Kacsóh.

Référence de publication: 2016069259/12.

(160032583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

---

**Eso Investco VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 203.231.

Les statuts coordonnés au 08 février 2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 22 février 2016.

Référence de publication: 2016069258/10.

(160032468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

---

**Euronav Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 25, boulevard Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 51.212.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue au siège social le 15 décembre 2015*

L'assemblée générale extraordinaire accepte la démission, en tant qu'administrateur, avec effet au 3 décembre 2015, de Monsieur Marc Saverys suivant sa lettre de démission datée du 3 décembre 2015.

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2016069260/11.

(160032449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

---

**FedEx International Holdings Limited (Luxembourg) S.C.S., Société en Commandite simple.**

Siège social: L-1313 Luxembourg, 5, rue des Capucins.  
R.C.S. Luxembourg B 155.851.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 23 novembre 2015.

Pour statuts coordonnés

Maître Jacques KESSELER

*Notaire*

Référence de publication: 2016069262/13.

(160032403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

---

**Edmond de Rothschild Equity Startegies Management III S.à r.l, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3372 Leudelange, 21, rue Léon Laval.  
R.C.S. Luxembourg B 199.197.

Les statuts coordonnés au 05 février 2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 février 2016.

Référence de publication: 2016069235/10.

(160032589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

---

**Global Pharm Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.  
R.C.S. Luxembourg B 161.892.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 février 2016.

Référence de publication: 2016069277/10.

(160032274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

---

**Cebas S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2670 Luxembourg, 59, boulevard de Verdun.  
R.C.S. Luxembourg B 122.079.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société tenue extraordinairement le 17 février 2016 à 9 heures au 278, Chemin Pierre Drevet, 69140 Rillieux la Pape, France*

Les actionnaires de la Société ont pris connaissance de la démission du liquidateur de la Société, à savoir la société à responsabilité limitée de droit français "SARL AVEC", ayant son siège social à F-44323 Nantes Cedex 3, 29, boulevard A. Einstein, CS 92351, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Nantes (France) sous le numéro 452 995 087 et ont nommé Mme Christine Desjames, née le 14 avril 1965 à Lyon (France), avec adresse au 278, Chemin Pierre Drevet, 69140 Rillieux la Pape, France, actionnaire de la Société auxdites fonctions de liquidateur de la Société.

Luxembourg, le 17 février 2016.  
Pour extrait sincère et conforme  
Pour CEBAS S.A.  
Un mandataire

Référence de publication: 2016069194/18.

(160032191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

**Cabrilla S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.  
R.C.S. Luxembourg B 107.279.

- Constituée suivant acte reçu par Maître André Jean Joseph SCHWACHTGEN notaire de résidence à L-Luxembourg, en date du 1<sup>er</sup> avril 2005, publié au Mémorial Recueil Spécial C n°831 du 31 août 2005.
- Statuts modifiés par Maître Paul DECKER, notaire de résidence à L - Luxembourg, en date du 1<sup>er</sup> juillet 2009, publié au Mémorial Recueil Spécial C n° 1514 du 6 août 2009.

*Dépôt rectificatif concernant l'avis/réquisition déposé le 11 janvier 2016 N° L160004659*

La Société prend acte qu'un oubli a été commis lors de l'avis/réquisition n°L160004659 déposé le 11 janvier 2016 au niveau de la fonction de Madame Lada RÖLL. En effet, il y a lieu de lire:

- Administrateur de catégorie A

Luxembourg, le 19 février 2016.  
Pour la société CABRILLA S.A.  
FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Référence de publication: 2016069190/18.

(160032079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

**EAL, Electricity Application Luxembourg, Société Anonyme.**

Siège social: L-4571 Oberkorn, 75, rue de la Gare.  
R.C.S. Luxembourg B 149.086.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 2258 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016069238/9.

(160032268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

**Il Bacio di Stile IP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 183.290.

Der Jahresabschluss vom 31/12/2015 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.  
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016081363/9.

(160048042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

**BS Recovery S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**Siège social: L-2449 Luxembourg, 49, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 161.255.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Fait à Luxembourg, le 15 mars 2016.  
Référence de publication: 2016081227/10.  
(160047872) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

---

**C & M S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**Siège social: L-8283 Kehlen, 12, rue de Nospelt.  
R.C.S. Luxembourg B 87.792.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour C & M S.à r.l.*Société à responsabilité limitée  
FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2016081229/12.  
(160047479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

---

**C.I.P.M., Company Industrial Piping Maintenance, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Siège social: L-3313 Bergem, 95, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 93.656.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016081231/10.  
(160047703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

---

**Cargill International AM S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: USD 22.241.184,00.**Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.  
R.C.S. Luxembourg B 178.249.

Les comptes annuels au 31 mai 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 18 mars 2016.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2016081233/11.  
(160048094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

---

**Aux Saveurs d'Antan Wiltz S.A., Société Anonyme.**Siège social: L-9570 Wiltz, 9, rue des Tondeurs.  
R.C.S. Luxembourg B 102.561.

Les comptes annuels au 31/12/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société Fiduciaire ARBO S.A.*

Signature

Référence de publication: 2016081194/11.  
(160047986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

---

**B-15 Capital Partners, Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 22, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 168.680.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 17 mars 2016.

Référence de publication: 2016081197/10.

(160047430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

---

**BalaBit S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 1.095.337,00.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heinenhaff.  
R.C.S. Luxembourg B 185.879.

Les comptes annuels au 30 juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS FAS

Référence de publication: 2016081198/10.

(160047634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

---

**Boracay Management Services, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9647 Doncols, 14, Chemin des Douaniers.  
R.C.S. Luxembourg B 145.338.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Signatures

*Gérant*

Référence de publication: 2016081207/12.

(160047465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

---

**Bagneux Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 172.597.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016081210/10.

(160047838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

---

**SWM HoldCo 2, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 211.523.850,00.**

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.  
R.C.S. Luxembourg B 182.345.

Les comptes annuels rectificatifs au 30 novembre 2014, établis en Euros, qui rectifient le dépôt numéro L150094821 en date du 3 juin 2015, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 17 mars 2016.

Référence de publication: 2016081644/12.

(160047500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

---

**Pillarlux Holdings Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 88.589.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2016.

TMF Corporate Services S.A.

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2016081553/14.

(160047477) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

---

**Martinaie S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 152.849.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016081476/10.

(160047615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

---

**Martinaie S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 152.849.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016081477/10.

(160047631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

---

**Michael Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 54.487.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016081493/10.

(160047637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

---

**MPC International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 88.792.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016081501/10.

(160047630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

---

**Openity S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1258 Luxembourg, 15, rue Jean-Pierre Brasseur.  
R.C.S. Luxembourg B 176.907.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 2016.

*Pour compte de Openity Sàrl*

Fiduplan S.A.

Référence de publication: 2016081525/12.

(160047959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

---

**Permotio International Learning S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.944,88.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 180.104.

Les comptes annuels consolidés au 31 août 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mars 2016.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016081536/12.

(160047836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

---

**Magnolia (BC) Luxco S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1748 Luxembourg, 4, rue Lou Hemmer.  
R.C.S. Luxembourg B 178.678.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2016.

Référence de publication: 2016081457/10.

(160048017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

---

**Magnolia (BC) Midco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 5.545.000,00.**

Siège social: L-1748 Findel, 4, rue Lou Hemmer.  
R.C.S. Luxembourg B 178.841.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2016.

Référence de publication: 2016081458/10.

(160048016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

---

**Magnolia (BC) Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1748 Findel, 4, rue Lou Hemmer.  
R.C.S. Luxembourg B 178.693.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 2016.

Référence de publication: 2016081456/10.

(160048018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

---

**rvp Claudio Coello S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 15.000,00.**

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 5, An de Längten.

R.C.S. Luxembourg B 203.839.

—  
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the twentieth day of January.

Before Us Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

real added value SCS, a Luxembourg limited partnership (société en commandite simple), having its registered office at 5, An de Längten, L-6776 Grevenmacher, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 202.579 (the "Sole Shareholder"),

here validly represented by its general partner SPV Management S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 5, An de Längten, L-6776 Grevenmacher, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 201.908,

here represented by Mister Max von Frantzius, residing professionally in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg), by virtue of a proxy given under private seal, dated 20<sup>th</sup> January 2016;

Said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary will remain attached to the present deed in order to be filed, together with the present deed with the registration authorities.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") which the prenamed party hereby declares to form among herself as follows:

**Art. 1. Form.** There is hereby established a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, especially the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law"), by article 1832 of the Civil Code and by the present articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

The Company is initially composed of one shareholder, owner of all the shares.

The Company may however at any time be composed of up to and including forty (40) shareholders, notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

**Art. 2. Object.** The object of the Company is the acquisition and holding of investments in Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such investments.

The Company may provide financial assistance to the undertakings forming part of the group of the Company such as the provision of financing in any kind or form, where necessary.

The Company may also use its funds to invest in real estate and, provided such investment is ancillary to or related to the acquisition, holding, administration, development and management of the undertaking forming part of the group of the Company, the Company may invest in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds, notes or similar debt instruments. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorization.

In a general fashion, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation and any transaction with respect to real estate or movable property, which it may deem useful in the accomplishment and development of its corporate object.

**Art. 3. Name.** The name of the Company is "rvp Claudio Coello S.à r.l.".

**Art. 4. Duration.** The duration of the Company is unlimited.

**Art. 5. Registered office.** The registered office is established in the municipality of Grevenmacher (Grand Duchy of Luxembourg).

It may be transferred within that municipality by a resolution of the sole manager or, as the case may be, the board of managers.

It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles of Incorporation.

The sole manager or, as the case may be, the Board as defined under Article 12 may also establish branches and subsidiaries, whether in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

In the event that the sole manager or, as the case may be, the Board should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the sole manager or, as the case may be, the Board of the Company.

**Art. 6. Capital.** The share capital of the Company is set at fifteen thousand euro (EUR 15,000.-) divided into fifteen thousand (15,000) shares in registered form, with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each which are fully paid-up.

**Art. 7. Amendment to the share capital.** The share capital may at any time be amended by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles of Incorporation.

The Company may, to the extent and under terms permitted by law, redeem its own shares by a resolution of the shareholders.

**Art. 8. Rights and duties attached to the shares.** Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of shareholders.

If the Company is composed of a sole shareholder, the latter exercises all powers which are granted by the 1915 Law and the Articles of Incorporation to all the shareholders.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and the resolutions of the single shareholder or the general meeting of shareholders.

The creditors or successors of any of the shareholders may in no event, for whatever reason, request that seals be affixed on the assets and documents of the Company or an inventory of assets be ordered by court; they must, for the exercise of their rights, refer to the Company's inventories and the resolutions of the single shareholder or of the general meeting of shareholders, as the case may be.

A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

**Art. 9. Indivisibility of shares.** Each share is indivisible insofar as the Company is concerned.

Co-owners must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

**Art. 10. Transfer of shares.** If the Company is composed of a sole shareholder, the said sole shareholder may freely transfer its shares.

If the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst existing shareholders by resolution.

If the Company is composed of several shareholders, the shares may only be transferred to non-shareholders with the authorization of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the capital by application of the requirements of articles 189 and 190 of the 1915 Law.

A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

**Art. 11. Incapacity, bankruptcy or insolvency of a shareholder.** The incapacity, bankruptcy or insolvency or any other similar event affecting the single shareholder or one or more shareholders does not put the Company into liquidation.

**Art. 12. Management of the Company.** The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a decision of the shareholder(s), which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated, the managers are appointed for an undetermined period.

The managers may be re-elected.

The managers may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time by a resolution of the shareholder(s) or of the general meeting of shareholders, as the case may be.

If several managers are appointed, they shall constitute a board of managers (the "Board").

All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles of Incorporation fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

Any manager may participate in any meeting of the Board by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person.

Any manager may be represented at meetings of the Board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote, it being understood that at least two managers must be present in person or by conference call.

Written notice of any meeting of the Board must be given to the managers twenty four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice.

No notice is required if all the managers are present or represented and each of them states in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication, having full knowledge of the agenda of the meeting. Notices will not be required for a Board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the Board.

The sole shareholder or as the case may be the general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong.

The Board can only act or deliberate validly if a majority of the managers are present or represented.

Decisions of the Board are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company (including by way of representation) provided that, if the sole shareholder or, as the case may be, the shareholders has/have appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), at least one class A manager and one class B manager vote in favor of the resolution.

Board resolutions shall be recorded in minutes signed by all the managers present or represented.

The Board may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

**Art. 13. Events affecting the managers.** The death, incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting a manager, as well as its resignation or removal for any cause does not put the Company into liquidation.

Creditors, heirs and successors of a manager may in no event have seals affixed on the assets and documents of the Company.

**Art. 14. Liability of the managers.** The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles of Incorporation and the Law.

**Art. 15. Representation of the Company.** The Company will be bound by the signature of the sole manager, and in the case of a Board by the signature of any of the managers, provided however that in the event shareholders have appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), the Company will only be validly bound by the joint signature of one class A Manager and one class B Manager.

In any event, the Company will be validly bound by the signature of any person or persons to whom such signatory powers have been delegated by the sole manager or, as the case may be, the Board.

**Art. 16. General meetings of shareholders.** Resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders, except when the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25) in which case, resolutions of the shareholders may be adopted in writing.

**Art. 17. Decisions of the shareholders.** The shareholders may be convened to general meetings by the Board. The Board must convene a general meeting following a request from shareholders representing more than one-tenth (1/10) of the share capital.

Written notice of any general meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

General meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the general meeting, it may be held without prior notice.

A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any general meeting.

Resolutions to be adopted at general meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first general meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second general meeting and the resolutions shall be adopted at the second general meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

The Articles of Incorporation may only be amended with the unanimous consent of the shareholders.

Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

Written shareholders' resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

When the number of shareholders is reduced to one (1): (i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the general meeting, (ii) any reference in the Articles of Incorporation to the shareholders, the general meeting, or the written shareholders' resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate, and (iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

**Art. 18. Financial year.** The financial year begins on the first day of January of each year and ends on the thirty-first day of December of the same year.

**Art. 19. Annual accounts.** At the end of each financial year, the Company's annual accounts are established by the sole manager or, as the case may be, the Board and the sole manager or, as the case may be, the Board prepares a general inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder or his attorney-in-fact carrying a written proxy may obtain at the Company's registered office communication of the said inventory and balance sheet.

**Art. 20. Auditors.** When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The shareholder(s) shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.

If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the Company's operations shall be supervised by one or more statutory auditors (commissaires), unless the law requires the appointment of one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The statutory auditors are subject to re-appointment at the annual general meeting. They may or may not be shareholders.

**Art. 21. Allocation of profits.** The credit balance of the Company stated in the annual inventory, after deduction of overhead, depreciation and provisions represents the net profit of the financial year.

A five percent (5%) of the net profit is deducted and allocated to the legal reserve fund; this allocation will no longer be mandatory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the share capital.

The remaining profit is allocated by resolution of the shareholder(s).

Notwithstanding the preceding provisions, the sole manager or, as the case may be, the Board may decide to pay interim dividends to the shareholder(s) before the end of the year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed where applicable, realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles of Incorporation. The Board must draw the interim accounts and resolve to distribute the interim dividends within two (2) months of the date of the interim accounts, and, taking into account the assets of the Company, ensure that the rights of the Company's creditors are not threatened by the distribution of such interim dividends.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholder(s) must immediately refund the excess to the Company if so required by the Board.

**Art. 22. Dissolution, liquidation.** The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of any shareholder.

The liquidation of the Company shall be decided by the sole shareholder or by shareholders' meeting in accordance with the applicable legal provisions.

In case of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried on by one or several liquidators who may, but need not be shareholders, appointed by the sole shareholder or by the general meeting of shareholders, who shall determine their powers and their compensation.

**Art. 23. Matters not provided.** All matters not specifically governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the 1915 Law.

#### *Subscription and Payment*

The Articles of Incorporation having thus been drawn up by the appearing party, this party has subscribed for the number of shares and has paid in cash the amount mentioned hereafter:

Shareholder	Subscribed capital (EUR)	Number of shares	Amount paid in (EUR)
Real added value SCS, prenamed; .....	15,000.-	15,000	15,000.-
Total: .....	15,000.-	15,000	15,000.-

All the shares have been fully subscribed and totally paid up by the above named shareholder so that the amount of fifteen thousand euro (EUR 15,000.-) is from this day on at the free disposal of the Company.

Proof of all such payment has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the 1915 Law, have been observed.

#### *Transitory provision*

The first financial year will begin on the date of formation of the Company and will end on 31 December 2016.

#### *Warning*

The undersigned notary has pointed out to and informed the appearing party that, previously to any commercial activity of the hereby incorporated Company, the Company needs to be in possession of a business license in due form and in connection with the corporate purpose of the Company, which the appearing party hereby expressly acknowledges.

#### *Estimate of costs*

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated to be approximately EUR 1,700 (one thousand seven hundred euro).

#### *Resolutions of the sole shareholder*

Immediately after the incorporation, the Sole Shareholder representing the entire share capital of the Company has herewith adopted the following resolutions:

#### *First resolution*

The Sole Shareholder resolved to set at three the number of managers and further resolved to appoint the followings persons as managers for an unlimited duration, with the powers set forth in Article 12 of the Articles of Incorporation:

- Marco Heim, born on 7 September 1974 in Trier, Germany, having his professional address at Auf der Wiese 24, 54298 Aach, Germany;
- Jörg Homann, born on 7 September 1978 in Aschaffenburg, Germany, having his professional address at Dresdner Strasse 14, 63762 Grossostheim, Germany; and
- Georg Klusak, born on 22 September 1963 in Frankfurt am Main, Germany, having his professional address at Kleinschmidtstraße 22, 60431 Frankfurt am Main, Germany.

#### *Second resolution*

The Sole Shareholder resolved that the registered office of the Company shall be at c/o Institutional Investment Partners S.à r.l., 5, An de Längten, L-6776 Grevenmacher (Grand Duchy of Luxembourg).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the above appearing proxy holder, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same proxy holder and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, said proxy holder signed together with the notary this original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille seize, le vingt janvier.

Par devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

real added value SCS, une société en commandite simple de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, An de Längten, L-6776 Grevenmacher, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, sous le numéro B 202.579 (l'«Associé Unique»),

ici valablement représentée par son associé commandité, SPV Management S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, An de Längten, L-6776 Grevenmacher, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, sous le numéro B201.908,

ici représentée par Max von Frantzius, résidant professionnellement à Luxembourg (Grand-duché de Luxembourg), en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, datée du 20 janvier 2016.

Ladite procuration, signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise, ensemble avec ce dernier, aux formalités d'enregistrement.

La partie comparante, agissant comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée que la partie mentionnée ci-dessus déclare constituer elle-même comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme.** Il est établi par les présentes une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par les lois du Grand-duché de Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915»), par l'article 1832 du Code Civil ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société comporte initialement un associé, propriétaire de la totalité des parts sociales.

La Société peut, cependant, à toute époque être composée au maximum de quarante (40) associés, notamment à la suite de cession de parts sociales ou d'émission de parts sociales nouvelles.

**Art. 2. Objet.** L'objet de la Société est l'acquisition et la détention de participations dans toutes entreprises luxembourgeoises et/ou étrangères, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut accorder toute assistance financière à des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, y compris du financement sous quelque forme en cas de besoin.

La Société peut également utiliser ses fonds pour investir dans l'immobilier et, à condition qu'un tel investissement soit accessoire ou connexe à l'acquisition, la détention, l'administration, le développement et la gestion d'une société qui fait partie du même groupe de sociétés que la Société, la Société peut investir dans des droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit.

La Société peut emprunter sous toutes formes et procéder à l'émission privée d'obligations ou d'instruments de dette similaires. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

D'une manière générale, la Société peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social.

**Art. 3. Dénomination.** La Société prend la dénomination de "rvp Claudio Coello S.à r.l."

**Art. 4. Durée.** La Société est établie pour une durée illimitée.

**Art. 5. Siège social.** Le siège social est établi dans la Commune de Grevenmacher (Grand-duché de Luxembourg).

Il peut être transféré au sein de cette commune par une résolution du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés, agissant selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Le gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil, comme défini à l'Article 12, peut aussi établir des succursales et des filiales aussi bien au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Une telle mesure provisoire sera prise et portée à la connaissance des tiers par le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance de la Société.

**Art. 6. Capital.** Le capital social de la Société est fixé à quinze mille euros (EUR 15.000,-) représenté par quinze mille (15.000) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

**Art. 7. Modification du capital social.** Le capital social peut à tout moment être modifié, moyennant une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi, racheter ses propres parts sociales moyennant une résolution des associés.

**Art. 8. Droits et obligations attachés aux parts sociales.** Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et une voix à l'assemblée générale des associés.

Si la Société est composée d'un associé unique, ce dernier exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la Loi de 1915 et les Statuts à l'ensemble des associés.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux Statuts et aux décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Les créanciers ou ayants-droit des associés ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, demander l'apposition des scellés sur les biens et documents de la Société, ni faire procéder à aucun inventaire judiciaire des actifs sociaux; ils doivent,

pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'Associé Unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Un registre des associés doit être conservé au siège social et peut être consulté par tout associé sur demande.

**Art. 9. Indivisibilité des parts sociales.** Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun choisi parmi eux ou non.

**Art. 10. Cession de parts sociale.** Si la Société est composée d'un associé unique, ledit associé unique peut librement céder ses parts sociales.

Si la Société est composée d'une pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Si la Société est composée d'une pluralité d'associés, les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'autorisation de l'assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, par application des dispositions des articles 189 et 190 de la Loi de 1915.

Une cession de parts sociales peut seulement lier la Société ou les tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

**Art. 11. Incapacité, faillite ou déconfiture d'un associé.** L'incapacité, la faillite ou la déconfiture ou tout autre événement similaire de l'Associé Unique ou de l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.

**Art. 12. Gérance de la Société.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Les gérants sont élus et révoqués par une décision des associés, laquelle détermine leurs pouvoirs et la durée de leur mandat. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont élus pour une durée indéterminée.

Les gérants peuvent être réélus.

Les gérants peuvent être révoqués avec ou sans raison (ad nutum) à tout moment par une résolution de(s) l'associé(s).

Si plusieurs gérants sont élus, ils doivent former un conseil de Gérance (le «Conseil»).

Tous les pouvoirs non expressément réservés (aux) à l'associé(s) par la Loi ou les Statuts sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

Le Conseil peut déléguer des pouvoirs spéciaux ou limités à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

Tout gérant peut participer à une réunion du Conseil par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer les unes avec les autres. La participation ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation physique à une telle réunion ou à la tenue d'une réunion en personne.

Tout gérant peut être représenté à des réunions du Conseil par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter, étant entendu qu'au moins deux gérants soient présents en personne ou par conférence téléphonique.

Une convocation écrite à toute réunion du Conseil doit être donnée aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance quant à la date fixée pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les raisons de l'urgence doivent être mentionnées dans la convocation.

La convocation n'est pas nécessaire si tous les gérants sont présents ou représentés et chacun d'eux déclare par écrit, par câble, télégramme, télex, email ou télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire avoir pleine connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Une convocation ne sera pas nécessaire pour la réunion d'un conseil qui se tiendra à l'heure et au lieu déterminés dans une résolution adoptée préalablement par le Conseil.

L'associé unique ou le cas échéant l'assemblée générale des associés peut décider de nommer des gérants de deux classes différentes, des gérants de classe A et des gérants de classe B. Une telle classification de gérants doit être dûment enregistrée avec le procès-verbal de l'assemblée concernée et les gérants doivent être identifiés en ce qui concerne la classe à laquelle ils appartiennent.

Le Conseil ne peut agir ou délibérer valablement que si une majorité des gérants sont présents ou représentés.

Les décisions du Conseil sont valablement prises par un vote favorable pris à la majorité des gérants de la Société (y compris par voie de représentation), étant entendu que, si l'associé unique ou, le cas échéant le(s) associé(s) a/ont nommé différentes classes de gérants (à savoir des gérants de classe A et des gérants de classe B), au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B votent en faveur de la résolution.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil doivent être signés par tous les gérants présents ou représentés.

Le Conseil peut également, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie de circulaires exprimant son approbation par écrit, par câble ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'intégralité formera les documents circulaires prouvant, une fois dûment signés, l'existence de la résolution. Les résolutions des gérants, y compris les résolutions circulaires, pourront être certifiées ou un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de tout gérant.

**Art. 13. Évènement affectant les gérants.** Le décès, l'incapacité, la faillite, la déconfiture ou tout autre événement similaire affectant un gérant, de même que sa démission ou sa révocation pour quelque motif que ce soit, n'entraînent pas la dissolution de la Société.

Les créanciers, héritiers et ayants-cause d'un Gérant ne peuvent en aucun cas faire apposer les scellés sur les biens et documents de la Société.

**Art. 14. Responsabilité des gérants.** Les gérants ne doivent pas être tenus personnellement responsables, à raison de leur fonction, concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

**Art. 15. Représentation de la Société.** La Société sera engagée par la signature du gérant unique, et en cas d'un Conseil, par la seule signature de chacun des gérants, étant entendu cependant que si les associés ont nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), la Société ne sera valablement engagée que par la signature conjointe d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs de signature ont été délégués soit par le gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil.

**Art. 16. Assemblée générale des associés.** Les résolutions des associés doivent être adoptées en assemblée générale des associés, sauf lorsque le nombre d'associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25) associés, auquel cas les résolutions des associés peuvent être prises par écrit.

**Art. 17. Décisions des associés.** Les associés peuvent être convoqués aux assemblées générales à l'initiative du Conseil. Le Conseil doit convoquer une assemblée générale à la demande des associés représentant plus d'un dixième du capital social.

Une convocation écrite à toute assemblée générale doit être donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation.

Lorsque des résolutions sont adoptées par écrit, le Conseil doit communiquer le texte des résolutions à tous les associés. Les associés doivent voter par écrit et envoient leur vote à la Société endéans le délai fixé par le Conseil. Chaque gérant est autorisé à compter les votes.

Les assemblées générales doivent être tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée générale, l'assemblée peut se tenir sans convocation préalable.

Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne (qui ne doit pas obligatoirement être associé), afin de le représenter à toute assemblée générale.

Les décisions de l'assemblée générale doivent être adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée générale, les associés doivent être convoqués par lettre recommandée à une seconde assemblée générale et les décisions doivent être adoptées par l'assemblée générale à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de tous les associés.

Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Les résolutions écrites des associés sont adoptées avec le quorum de présence et de majorité énoncés ci-dessus et doivent porter la date de la dernière signature reçue endéans le délai fixé par le Conseil.

Lorsque le nombre des associés est réduit à un (1): (i) l'associé unique doit exercer tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'assemblée générale, (ii) toute référence dans les Statuts aux associés, à l'assemblée générale ou aux résolutions circulaires des associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier, et (iii) les résolutions de l'associé unique doivent être consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

**Art. 18. Année sociale.** L'exercice social commence le premier jour de janvier de chaque année et finit le trente et unième jour du mois de décembre de la même année.

**Art. 19. Comptes annuels.** À la fin de chaque exercice social, les comptes annuels de la Société sont établis par le gérant unique ou, le cas échéant, par le Conseil et le gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil dresse un inventaire général comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Chaque associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite peut prendre connaissance desdits inventaires et bilans au siège social de la Société.

**Art. 20. Commissaires / réviseurs d'entreprises.** Dans les cas prévus par la loi, les opérations de la Société doivent être contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. (Les) L'associé(s) doi(ven)t nommer les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminer leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

Si le nombre des associés de la Société est supérieur à vingt-cinq (25), les opérations de la Société doivent être surveillées par un ou plusieurs commissaires, à moins que la loi ne requière la nomination d'un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. Les commissaires sont sujets à la renomination à l'assemblée générale annuelle. Ils peuvent être associés ou non.

**Art. 21. Répartition des bénéfices.** Les soldes de crédit de la Société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de l'exercice social.

Sur le bénéfice net sont prélevés cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale; ce prélèvement cessant d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Le surplus sera attribué par résolution circulaire des Gérants.

Nonobstant les dispositions précédentes, le gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil peut décider de payer aux associés des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social sur base d'un état comptable duquel il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi de 1915 ou des Statuts. Le Conseil devra établir des comptes intérimaires et décider de la distribution d'acomptes sur dividendes dans les deux (2) mois de la date des comptes intérimaires et, en tenant comptes des actifs de la Société, s'assurer que les droits des créanciers de la Société ne soient pas menacés par la distribution de ces acomptes sur dividendes.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, le Conseil a le droit de réclamer le remboursement des dividendes ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis et les associés doivent immédiatement reverser le surplus à la Société à la demande du Conseil.

**Art. 22. Dissolution, liquidation.** La Société ne doit pas être dissoute suite au décès, à la suspension des droits civils, à l'insolvabilité ou à la faillite d'un des associés.

La liquidation de la Société doit être décidée par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée des associés en conformité avec les dispositions légales applicables.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés selon le cas, par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

**Art. 23. Disposition générale.** Toutes les matières qui ne seraient pas régies par les présents Statuts devront être régies conformément à la Loi de 1915.

#### *Souscription et Paiement*

La partie comparante ayant ainsi arrêté les Statuts de la Société, a souscrit au nombre de parts sociales et a libéré en numéraire les montants ci-après énoncés:

Associé	Capital souscrit (EUR)	Nombre de parts sociales	Libération (EUR)
Real added value SCS, prénommée; . . . . .	15.000,-	15.000	15.000,-
Total: . . . . .	15.000,-	15.000	15.000,-

Toutes les parts sociales ont été intégralement souscrites et entièrement libérées de sorte que la somme de quinze mille euros (EUR 15.000,-) est dès à présent à la libre disposition de la Société.

La preuve de tous ces paiements a été rapportée au notaire soussigné qui constate que les conditions prévues à l'article 183 de la Loi de 1915, ont été respectées.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2016.

#### *Avertissement*

Le notaire instrumentaire a rendu attentif le comparant au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société pré-sentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

#### *Évaluations des frais*

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à EUR 1.700 (mille sept cents euros)

#### *Résolutions de l'associé unique*

Immédiatement après la constitution, l'Associé Unique représentant l'entièreté du capital social de la Société a adopté les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Associé Unique décide de fixer à trois le nombre de gérants et de nommer les personnes suivantes en tant que gérants pour une période indéterminée, avec les pouvoirs prévus à l'article 12 des Statuts:

- Marco Heim, né le 7 septembre 1974 à Trêves, Allemagne, résidant professionnellement au Auf der Wiese 24, 54298 Aach, Allemagne;
- Jörg Homann, né le 7 septembre 1978 à Aschaffenburg, Allemagne, résidant professionnellement au Dresdner Strasse 14, 63762 Grossostheim, Allemagne; et
- Georg Klusak, né le 22 septembre 1963 à Francfort, Allemagne, résidant professionnellement au Kleinschmidtstraße 22, 60431 Francfort, Allemagne.

*Deuxième résolution*

L'Associé Unique décide d'établir le siège social de la Société au c/o Institutional Investment Partners S.à r.l., 5, An de Längten, L-6776 Grevenmacher (Grand-Duché de Luxembourg).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate qu'à la requête du mandataire comparant, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, qu'à la requête de la même partie et, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, à la date indiquée au début du présent document.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, ce dernier a signé avec le notaire, le présent acte.

Signé: M. von Frantzius et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 28 janvier 2016. Relation: 2LAC/2016/1951. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-.

*Le Receveur* (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 12 février 2016.

Référence de publication: 2016064935/510.

(160027587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2016.

**Solferino S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 203.759.

—  
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the twelfth day of January.

Before Us, Maître Jacques KESSELER, notary, residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

T&F Luxembourg S.A. a public limited liability company (société anonyme) incorporated under and governed by the laws of Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B 152.573, and having its registered office at 4 rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, here represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, notary clerk, residing professionally in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"):

**1. Corporate form and name.** This document constitutes the articles of incorporation (the "Articles") of SOLFERINO S. à r.l. (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law").

**2. Registered office.**

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by:

- (a) the Sole Manager (as defined in Article 8.2) if the Company has at the time a Sole Manager; or
- (b) the Board of Managers (as defined in Article 8.3) if the Company has at the time a Board of Managers; or

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these Articles - including Article 13.4 - and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law ("Luxembourg Law").

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Sole Manager or the Board of Managers as appropriate.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

### **3. Objects.**

3.1 The object of the Company is the development, acquisition, exploitation, licensing and management of IT software or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2 The Company may further acquire through contributions, firm purchases or options, patents, service marks, trademarks licenses, know-how, confidential information and other industrial, commercial or intellectual property rights and generally hold, license or sublicense those rights, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and to subcontract the management, development, licensing and sublicensing of those rights, including any patents, trademarks and licenses and to obtain and make any registration required in this respect. The Company can also take whatever action necessary to protect rights derived from patents, trademarks, service marks, licenses, sublicenses, know-how, confidential information and other industrial, commercial or intellectual property rights and similar rights against infringement, unauthorised use or violation by third parties. The Company can furthermore provide or cause to provide know how, development consulting advice and operating services, promotion, representation and all operations of such nature.

3.3 The Company may also carry out some research and development, production, engineering and trading activities.

3.4 It may further invest in the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. The Company shall therefore be considered as a "Société de Participations Financières" according to the applicable provisions.

3.5 The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies in which it has a direct or indirect interest to the extent permitted under Luxembourg law. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person.

3.6 The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.7 The Company may buy, sell, exchange, finance, lease, improve, demolish, construct for its own account, develop, divide and manage any real estate. It may further execute all works of renovations and transformations as well as the maintenance of these assets.

3.8 The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

**4. Duration.** The Company is established for an unlimited duration.

### **5. Share capital.**

5.1 The share capital of the Company is twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (the "Shares"). In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

5.2 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Manager (s) subject to the 1915 Law and these Articles.

5.3 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Manager(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

5.4 All Shares have equal rights.

5.5 The Company may repurchase, redeem and/or cancel its Shares subject as provided in the 1915 Law.

## **6. Indivisibility of shares.**

6.1 Each Share is indivisible.

6.2 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

## **7. Transfer of shares.**

7.1 During such time as the Company has only one Shareholder, the Shares will be freely transferable.

7.2 During such time as the Company has more than one Shareholder:

7.2.1 Shares may not be transferred other than by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares have agreed to the transfer in general meeting;

7.2.2 Shares may not be transmitted by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares held by the survivors have agreed to the transfer or in the circumstances envisaged by article 189 of the 1915 Law;

7.2.3 The transfer of Shares is subject to the provisions of articles 189 and 190 of the 1915 Law.

## **8. Management.**

8.1 The Company will be managed by one or more managers ("Managers") who shall be appointed by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

8.2 If the Company has at the relevant time only one Manager, he is referred to in these Articles as a "Sole Manager".

8.3 If the Company has from time to time more than one Manager, they will constitute a board of managers or conseil de gérance (the "Board of Managers").

8.4 A Manager may be removed at any time for any reason by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

**9. Powers of the managers.** The Sole Manager, when the Company has only one Manager, and at all other times the Board of Managers, may take all or any action which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to be decided upon by the Shareholders.

**10. Representation.** Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the Company is validly bound or represented towards third parties by:

10.1 if the Company has a Sole Manager, the sole signature of the Sole Manager;

10.2 if the Company has more than one Manager, the joint signature of any two Managers;

10.3 the sole signature of any person to whom such power has been delegated in accordance with Article 11.

**11. Agent of the managers.** The Sole Manager or, if the Company has more than one Manager, the Board of Managers may delegate any of their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents and will determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

## **12. Board meetings.**

12.1 Meetings of the Board of Managers ("Board Meetings") may be convened by any Manager.

12.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Managers have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by an authorized representative.

12.3 A Manager may appoint any other Manager (but not any other person) to act as his/her representative (a "Manager's Representative") at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his/her behalf at that Board Meeting. A Manager can act as representative for more than one other Manager at a Board Meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two Managers are physically present at a Board Meeting held in person or participate in person in a Board Meeting held under Article 12.5.

12.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of the Managers are present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

12.5 A Manager or his Manager's Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of conference telephone, video conference or similar form of communications equipment provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Managers shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of Managers (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place.

12.6 A resolution in writing signed by all the Managers (or in relation to any Manager, his Manager's Representative) shall be as valid and effective if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Managers concerned.

12.7 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any Manager present at the Meeting.

### **13. Shareholders' resolutions.**

13.1 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the holder.

13.2 Subject as provided in Articles 13.3,

13.4 and 13.5, Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by Shareholders holding more than half of the Shares, provided that if that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

13.3 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their participation in the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

13.4 Subject as provided in Article 13.3, any resolution to change these Articles (including a change to the Registered Office), subject to any provision of the contrary, needs to be passed by a majority in number of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

13.5 A resolution to dissolve the Company or to determine the method of liquidating the Company and/or to appoint the liquidators needs to be passed in accordance with Luxembourg Law.

13.6 A meeting of Shareholders (a "Shareholders' Meeting") may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

13.7 A Shareholder may be represented at a Shareholders' Meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

13.8

13.8.1 If at the time the Company has no more than twenty-five Shareholders, Shareholders' Resolutions may be passed by written vote of Shareholders rather than at a Shareholders' Meeting provided that each Shareholder receives the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and gives his vote in writing.

13.8.2 The majority requirement applicable to the adoption of resolutions by a Shareholders' Meeting apply mutatis mutandis to the passing of written resolutions of Shareholders. Except where required by Luxembourg Law, there shall be no quorum requirements for the passing of written resolutions of Shareholders. Written resolutions of Shareholders shall be validly passed immediately upon receipt by the Company of original copies (or copies sent by facsimile transmission or as e-mail attachments) of Shareholders' votes subject to the requirements as provided in Article 13.8.1 and the above provisions of Article 13.8.2, irrespective of whether all shareholders have voted or not.

### **14. Business year.**

14.1 The Company's financial year starts on 1<sup>st</sup> January and ends on the 31<sup>st</sup> December of each year provided that, as a transitional measure, the first financial year of the Company starts on the date of its incorporation and ends on 31 December 2016 (all dates inclusive).

14.2 If at the time the Company has more than twenty-five Shareholders, at least one annual general meeting must be held each year pursuant to article 196 of the 1915 Law within six months following the year end.

### **15. Distributions on shares.**

15.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

15.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and the Articles, the Company may by resolution of the Shareholders declare dividends in accordance with the respective rights of the Shareholders.

15.3 The Sole Manager or the Board of Managers as appropriate may decide to pay interim dividends to the Shareholder (s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder(s).

**16. Dissolution and liquidation.** The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with Luxembourg Law and Article 13. If at the time the Company has only one Shareholder, that Shareholder may, at its option, resolve to liquidate the Company by assuming personally all the assets and liabilities, known or unknown, of the Company.

**17. Interpretation and Luxembourg law.**

17.1 In these Articles:

17.1.1 a reference to:

- (1) one gender shall include each gender;
- (2) (unless the context otherwise requires) the singular shall include the plural and vice versa;
- (3) a "person" includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);
- (4) a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof.

17.1.2 the words "include" and "including" shall be deemed to be followed by the words "without limitation" and general words shall not be given a restrictive meaning by reason of their being preceded or followed by words indicating a particular class of acts, matters or things or by examples falling within the general words;

17.1.3 the headings to these Articles do not affect their interpretation or construction.

17.2 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law.

*Subscription - Payment*

The capital has been subscribed as follows:

Shares:

T&F Luxembourg S.A. ....	<u>12,500 Shares</u>
Total: .....	12,500 Shares

All these Shares have been fully paid up by contribution in cash, so that the sum of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) corresponding to a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) is forthwith at the free disposal of the Company.

*Estimate of costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about 1,500.- euro.

*Sole shareholder's resolutions*

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named party, representing the entirety of the subscribed share capital and exercising the powers devolved to the Shareholders' Meeting, passed, through its proxyholder, the following resolutions:

1) The following person is appointed as Sole Manager of the Company for an undetermined period and with immediate effect:

- Massimo Raschella, born on 16 April 1978 in Differdange (Luxembourg) and residing at 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg;

2) The Company shall have its registered office at 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

*Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Pétange, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxyholder has signed together with the notary the present deed.

### Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille seize, le douzième jour de janvier,

Par-devant Maître Jacques KESSELER, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

T&F Luxembourg S.A. une société anonyme constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152.573 et ayant son siège social au 4 rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

ici représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, clerc de notaire, avec siège social à Pétange, Grand Duché de Luxembourg en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte de la constitution d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

**1. Forme - Dénomination.** Le présent document constitue les statuts (les "Statuts") de SOLFERINO S.à r.l. (la "Société"), une société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, y compris la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi de 1915").

#### 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société (le "Siège Social") est établi dans la ville de Luxembourg Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré:

2.2.1 en tout autre endroit de la même municipalité au Grand-Duché de Luxembourg par:

(a) le Gérant Unique (tel que défini à l'article 8.2) si la Société est gérée à ce moment là par un Gérant Unique; ou

(b) le Conseil de Gérance (tel que défini à l'article 8.3) si la Société est gérée à ce moment là par un Conseil de Gérance;

ou

2.2.2 en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg (que ce soit ou non dans la même municipalité) par une résolution des associés de la Société (une "Résolution des Associés") passée conformément aux présents Statuts - y compris l'article 13.4 - et les lois du Grand-Duché de Luxembourg de temps en temps, y compris la Loi de 1915 (la "Loi Luxembourgeoise").

2.3 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique, social ou autre, de nature à compromettre l'activité normale au Siège Social se seraient produits ou seraient imminents, le Siège Social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; de telles mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, et la Société, nonobstant ce transfert provisoire du Siège Social, restera une société luxembourgeoise. La décision de transférer le Siège Social à l'étranger sera prise par le Gérant unique ou le Conseil de Gérance de la Société le cas échéant.

2.4 La Société peut avoir des bureaux et des succursales à la fois au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

#### 3. Objets. Les objets sociaux de la Société sont:

3.1 La Société a pour objet le développement, l'acquisition, l'exploitation, la licence et la gestion de logiciels informatiques ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2 La Société pourra également participer à l'acquisition par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, des brevets, des marques, des licences de noms commerciaux, du savoir-faire, des informations confidentielles et/ou industrielles, de la propriété commerciale ou intellectuelle et plus généralement, la Société pourra détenir, licencier ou sous-licencier ces droits, les vendre ou en disposer, pour tout ou partie, pour toute considération que la Société considérerait raisonnable et elle pourra déléguer la gestion, le développement, la licence et la sous-licence de ces droits, y inclus tout brevet, marque et licence et obtenir et procéder à tout enregistrement requis à cet effet.

La Société pourra de même entreprendre toute démarche nécessaire pour protéger les droits qui dérivent des brevets, marques, licences, noms commerciaux, savoir-faire, informations confidentielles et/ou industrielles, la propriété commerciale ou intellectuelle et droits similaires contre toute violation et usage non autorisé par des tierces parties. La Société pourra en outre fournir du savoir-faire, du développement, du conseil et des services opérationnels, de la promotion, de la représentation et toutes opérations de cette nature.

3.3 La Société pourra également exercer des activités de recherche et développement, ingénierie, production et commerce.

3.4 Elle pourra en outre investir dans la prise de participation, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes les sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces sociétés ou entreprises ou participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. La Société sera considérée comme une Société de Participations Financières selon les lois en vigueur.

3.5 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou toute autre société dans laquelle elle détient un intérêt direct ou indirect, dans la limite de ce qui est permis par la loi luxembourgeoise. La Société pourra aussi donner des garanties et nantir, transférer, grever ou créer de toute autre manière et accorder des sûretés sur tout ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société, et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne.

3.6 La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.7 La Société pourra acheter, vendre, échanger, financer, louer, améliorer, démolir, construire pour son propre compte, développer, diviser et gérer tous biens immobiliers. Elle pourra en outre effectuer tous travaux de rénovations et de transformations ainsi que la maintenance de ces biens.

3.8 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles, ainsi que toutes transactions se rapportant à la propriété immobilière ou mobilière, qui directement ou indirectement favorisent ou se rapportent à la réalisation de son objet social.

ETANT TOUJOURS ENTENDU que la Société ne sera pas partie à une transaction qui constituerait une activité réglementée du secteur financier ou qui requerrait en vertu de la Loi luxembourgeoise l'obtention d'une autorisation de commerce, sans que cette autorisation conforme à la Loi luxembourgeoise ne soit obtenue.

**4. Durée.** La Société est constituée pour une durée indéterminée.

#### **5. Capital social.**

5.1 Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune (les "Parts Sociales"). Dans les présents Statuts, "Associés" désignent les détenteurs des Parts Sociales au moment donné et "Associé" doit être interprété conformément.

5.2 La Société peut créer un compte de prime d'émission (le "Compte de Prime d'Emission") sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Les décisions quant à l'utilisation du Compte de Prime d'Emission doivent être prises par le(s) Gérant(s) sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts.

5.3 La Société peut, sans limitation, accepter du capital ou d'autres apports sans émettre de Parts Sociales ou autres titres en contrepartie de l'apport et peut créditer les apports à un ou plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de tels comptes seront prises par le(s) Gérant(s) sous réserve de la Loi de 1915 et des présents Statuts. Pour écarter tout doute, toute décision peut, mais n'a pas besoin de, allouer tout montant apporté à l'apporteur.

5.4 Toutes les Parts Sociales donnent droit à des droits égaux.

5.5 La Société peut racheter et/ou annuler ses propres Parts Sociales sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

#### **6. Indivisibilité des parts sociales.**

6.1 Chaque Part Sociale est indivisible.

6.2 Une Part Sociale peut être enregistrée au nom de plus d'une personne à condition que tous les détenteurs d'une Part Sociale notifient par écrit à la Société lequel d'entre eux est à considérer comme leur représentant; la Société considérera ce représentant comme s'il était le seul Associé pour la Part Sociale en question, y compris pour les besoins des droits de vote, dividende et autres droits de paiement.

#### **7. Cession de parts sociales.**

7.1 Au cours de la période durant laquelle la Société n'a qu'un seul Associé, les Parts Sociales seront librement cessibles.

7.2 Au cours de la période durant laquelle la Société a plusieurs Associés:

7.2.1 Les Parts Sociales ne sont pas cessibles, sauf pour raison de décès, à d'autres personnes que des Associés à moins que les Associés détenant au moins trois quarts des Parts Sociales n'aient accepté la cession lors d'une assemblée générale;

7.2.2 Les Parts Sociales ne sont pas cessibles, en cas de décès, à d'autres personnes que les Associés sauf si les Associés détenant au moins les trois-quarts des Parts Sociales détenues par les survivants aient approuvé cette cession ou dans les conditions envisagées par l'article 189 de la Loi de 1915;

7.2.3 La cession de Parts Sociales est sujette aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi de 1915.

#### **8. Gérance.**

8.1 La Société sera administrée par un ou plusieurs gérants (les "Gérants") qui seront nommés par une Résolution des Associés prise conformément à la Loi luxembourgeoise à aux présents Statuts.

8.2 Si la Société n'a qu'un seul Gérant à un moment donné, celui-ci sera désigné dans les présents Statuts en tant que "Gérant Unique".

8.3 Si la Société a de temps en temps plus d'un Gérant, ils constitueront un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance").

8.4 Un Gérant pourra être révoqué à tout moment sans cause par une Résolution des Associés prise conformément à la Loi Luxembourgeoise et aux présents Statuts.

**9. Pouvoirs des gérants.** Le Gérant Unique, lorsque la Société n'a qu'un seul Gérant, et en tout autre temps le Conseil de Gérance pourra entreprendre toute action nécessaire ou utile à l'accomplissement de l'objet social de la Société, sous réserve des actions qui sont, selon la Loi Luxembourgeoise ou les présents Statuts, réservées aux Associés.

**10. Représentation.** Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des présents Statuts, les personnes suivantes sont autorisées à représenter et/ou à engager la Société vis-à-vis des tiers:

10.2 si la Société a un Gérant Unique, la seule signature du Gérant Unique;

10.3 si la Société a plus d'un Gérant, la signature conjointe de deux gérants;

10.4 la signature unique de toute personne à qui un tel pouvoir a été délégué en vertu de l'Article 11.

**11. Délégation de pouvoirs.** Le Gérant Unique ou, si la Société a plus d'un Gérant, le Conseil de Gérance/deux Gérants peut déléguer ses pouvoirs pour des tâches précises à un ou plusieurs agents ad hoc et déterminera les pouvoirs et responsabilités de ce(s) agent(s) ad hoc et leur rémunération (s'il y en a), la durée de la période de représentation et toutes autres conditions de sa délégation.

### **12. Réunions du conseil de gérance.**

12.1 Les réunions du Conseil de Gérance (les "Réunions du Conseil") peuvent être convoquées par tout Gérant.

12.2 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions lors d'une Réunion du Conseil sans se plier à tout ou partie des conditions et formalités de convocation préalables si tous les Gérants ont renoncé à ces formalités de convocation que ce soit par écrit ou, lors de la Réunion du Conseil en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

12.3 Un Gérant peut nommer un autre Gérant (mais seulement un Gérant) pour le représenter (le "Représentant du Gérant") lors d'une Réunion du Conseil pour assister, délibérer, voter et accomplir toutes ses fonctions en son nom à cette Réunion du Conseil. Un Gérant peut représenter plusieurs Gérants à un Conseil de Gérance à la condition que (sans préjudice quant aux quorums requis) au moins deux Gérants soient présents physiquement à une Réunion du Conseil tenue en personne ou participe en personne à une Réunion du Conseil tenue en vertu de l'Article 12.5.

12.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si la majorité des Gérants est présente ou représentée. Les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées à la majorité simple.

12.5 Un Gérant ou le Représentant d'un Gérant peut valablement participer à une Réunion du Conseil par voie d'utilisation de conférence téléphonique, de vidéo conférence ou de tout autre équipement de communication similaire à condition que toutes les personnes participant à une telle réunion soient dans la capacité de s'entendre et de se parler tout au long de la réunion. Une personne participant de cette manière est réputée être présente en personne à la réunion, devra être comptée dans le quorum et sera autorisée à voter. Sous réserve de la Loi Luxembourgeoise, toutes les activités commerciales qui sont effectuées de cette manière par les Gérants seront réputées, pour les besoins des présents Statuts, valables et effectivement traitées à une Réunion du Conseil en dépit d'un nombre de Gérants (ou leurs représentants) physiquement présents en un même endroit inférieur à celui requis pour constituer un quorum.

12.6 Une résolution écrite, signée par tous les Gérants (ou en relation avec tout Gérant, son Représentant) est valide et effective comme si elle avait été adoptée à une Réunion du Conseil dûment convoquée et tenue et peut consister en un ou plusieurs documents ayant le même contenu et signés par ou au nom d'un ou plusieurs des Gérants concernés.

12.7 Les procès-verbaux d'un Conseil de Gérance devront être signés et les extraits de ces procès-verbaux pourront être certifiés par tout Gérant présent à la Réunion.

### **13. Résolutions des associés.**

13.1 Chaque Associé a droit à un vote pour chaque Part Sociale dont il est le détenteur.

13.2 Sous réserve des dispositions prévues aux Articles 13.3, 13.4 et 13.5, les Résolutions des Associés sont valides uniquement si elles sont adoptées par les Associés détenant plus de la moitié des Parts Sociales, toutefois si ce chiffre n'est pas atteint lors de la première assemblée ou lors des premières résolutions écrites, les Associés devront être convoqués ou être consultés une seconde fois, par lettre recommandée et les résolutions pourront être adoptées à la majorité des votes, sans préjudice du nombre de Parts Sociales représentées.

13.3 Les Associés ne pourront pas changer la nationalité de la Société ou obliger un des Associés à augmenter sa participation dans la Société sans un vote unanime de tous les Associés.

13.4 Sous réserve des dispositions prévues à l'Article 13.3, toute résolution pour modifier les présents Statuts (incluant un changement de Siège Social), sous réserve de toute disposition contraire, doit être passée par une majorité en nombre des Associés représentant les trois quarts des Parts Sociales.

13.5 Une résolution pour dissoudre la Société ou pour déterminer la méthode de liquidation de la Société et/ou pour nommer les liquidateurs doit être passée conformément à la Loi Luxembourgeoise.

13.6 Une réunion des Associés (une "Assemblée Générale") peut valablement débattre et prendre des décisions sans se conformer à tout ou partie des conditions et formalités de convocation préalable si tous les Associés ont renoncé à ces

formalités de convocation que ce soit par écrit ou, lors de l'Assemblée Générale en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

13.7 Un Associé peut être représenté à une Assemblée Générale en désignant par écrit (ou par fax ou e-mail ou tout autre moyen similaire) un mandataire qui n'a pas besoin d'être un Associé.

13.8

13.8.1 S'il y a moins de vingt-cinq Associés dans la Société, les Résolutions des Associés pourront être passées par voie de résolutions écrites des Associés plutôt que lors d'une Assemblée Générale à la condition que chaque Associé reçoive le texte précis des résolutions ou décisions à adopter et donne son vote par écrit.

13.8.2 Les conditions de majorité requises applicables à l'adoption de résolutions par une Assemblée Générale s'appliquent mutatis mutandis à la prise de résolutions écrites par les Associés. Sauf lorsque cela est requis par la Loi Luxembourgeoise, il n'y a pas de condition de quorum pour l'adoption de résolutions écrites par les Associés. Les résolutions écrites des Associés seront réputées valablement adoptées immédiatement après réception par la Société de copies originales (ou de copies envoyées par facsimilé ou par pièces jointes à un e-mail) des votes des Associés sous réserve des conditions requises à l'article 13.8.1 et des présentes dispositions 13.8.2, que les Associés aient voté ou non.

#### **14. Exercice social.**

14.1 L'exercice social de la Société débute le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année, étant entendu que, en tant que mesure transitoire, le premier exercice social de la Société débute à la date de sa constitution et se termine le 31 décembre 2016 (toutes dates comprises).

14.2 Si la Société a plus de vingt-cinq Associés, au moins une assemblée générale des Associés doit se tenir une fois par an, conformément à l'article 196 de la Loi de 1915 dans les six mois suivant la fin de l'exercice social.

#### **15. Distribution sur parts sociales.**

15.1 Sur le bénéfice net de la Société déterminé en conformité avec la Loi Luxembourgeoise, cinq pour cent seront prélevés et alloués à une réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale aura atteint dix pour cent du capital social de la Société.

15.2 Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des Statuts, la Société peut par résolutions des Associés déclarer des dividendes en conformité avec les droits respectifs des Associés.

15.3 Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance le cas échéant, peut décider de payer des acomptes sur dividendes au (x) Associé(s) avant la fin de l'exercice social sur base d'une situation comptable montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi de 1915 ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés peuvent devoir être remboursés par le(s) Associé(s).

**16. Dissolution et Liquidation.** La liquidation de la Société sera décidée par l'assemblée générale des Associés en conformité avec la Loi Luxembourgeoise et l'Article 13. Dans le cas où la Société n'a qu'un Associé, cet Associé peut, à son gré, décider de liquider la Société en reprenant à son compte l'ensemble des actifs et passifs, connus ou inconnus, de la Société.

#### **17. Interprétation et loi Luxembourgeoise.**

17.1 Dans les présents Statuts:

17.1.1 une référence à:

- (a) un genre devra inclure chaque genre;
- (b) (à moins que le contexte ne requière autrement) le singulier devra inclure le pluriel et vice versa;
- (c) une "personne" inclut une référence à tout individu, firme, société, corporation ou toute autre entité, gouvernement, état ou agence d'un état ou joint venture, association, partenariat, comité d'entreprise ou organe de représentation des employés (ayant ou non une personnalité juridique séparée);
- (d) une disposition légale ou statutaire inclut toutes modifications y afférentes et toutes nouvelles entrées en vigueur (avec ou sans modifications);

17.1.2 les mots "inclure" et "incluant" seront censés être suivis par les mots "sans limitation" et on ne donnera pas aux mots généraux une interprétation restrictive pour la raison qu'ils seraient précédés ou suivis d'un mot indiquant un terme particulier, des faits ou des choses ou par des exemples qui tombent dans la définition des mots généraux;

17.1.3 les en-têtes de ces Statuts ne doivent pas affecter leur interprétation.

17.2 En complément de ces Statuts, la Société est également gouvernée par toutes les dispositions de la Loi Luxembourgeoise."

#### *Souscription - Libération*

Le capital social a été souscrit comme suit:

Parts Sociales:

T&F Luxembourg S.A. . . . . . 12.500 Parts Sociales  
 Total: . . . . . 12.500 Parts Sociales

Toutes les Parts Sociales ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) correspondant à un capital de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) est à la libre disposition de la Société.

*Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ 1.500,- euros.

*Résolutions de l'associé unique*

Immédiatement après la constitution de la Société, la partie comparante précitée, représentant la totalité du capital social et exerçant les pouvoirs dévolus à l'Assemblée Générale, a pris, au travers de son mandataire, les résolutions suivantes:

1) La personne suivante est nommée comme gérant unique de la Société pour une durée indéterminée et avec effet immédiat:

- Massimo Raschella, né le 16 avril 1978 à Differdange (Luxembourg) et demeurant au 4, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg.

2) Le siège social de la Société est établi au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

*Déclaration*

Le notaire soussigné, qui a personnellement connaissance de la langue anglaise, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé Pétange, à la date indiquée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connue du notaire ci-avant par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 19 janvier 2016. Relation: EAC/2016/1598. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): Santioni A.*

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016064842/500.

(160026354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

**LuxCo 82 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 139.223.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-ninth day of December.

Before Maître Roger ARRENSDORFF, notary residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1.- Nyhavn Investment Partners - Partnership in commandite, organized under the laws of Malta, bearing Maltese partnership number P Comm 146, having its registered office at Suite 2, 205/9, Old Bakery Street, Valetta, Malta (the "Shareholder 3"),

2.- Petworth Spolka z Ograniczona Odpowiedzialnoscia, a limited liability company, organized under the laws of Poland, having its registered office in 43/2 Wybrzeze Kosciuszkowskie St, 00-347 Warsaw, Poland, registered with the National Court Register under number 0000530061 (the "Shareholder 4"),

3.- Forseti Investments - Limited Partnership, having its principal office at 55/5 George Borg Olivier Street; St. Julians STJ 1081, Malta and registered with the Registrar of Companies of Malta under number PCOMM 161 (the "Shareholder 6"),

4.- KW Invest sp. z o.o., a limited liability company, organized under the laws of Poland, having its registered office at 86/77 Sienna St., PL-00-815 Warsaw, Poland registered with the National Court Register under number 0000531950 (the "Shareholder 7" and together with Shareholder 3, Shareholder 4 and Shareholder 6 are referred to as the "Shareholders") duly represented by Matthieu GROETZINGER, Avocat à la Cour, residing professionally at L-2132 Luxembourg 20, avenue Marie-Thérèse, by virtue of proxies.

The said proxies, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder acting on behalf of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing parties, acting in the here above stated capacity, requested the undersigned notary to:

I. state that the Shareholders are the shareholders of Luxco 82 S.à r.l., a private limited liability company (“Société à responsabilité limitée”), having its registered office at, L-1855 Luxembourg, 46A Avenue J.F. Kennedy, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies register under number B 139.223, incorporated by a deed received by Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg on May 28, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 1595, page 76535 on June 28, 2008 and whose articles of association have been amended for the last time by a deed received by Maître Roger Arrensdorff, notary residing at Luxembourg, on August 21, 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 2860, page 137267, on October 16, 2015 (the “Company”).

II. record the following resolutions which have been taken in the best corporate interest of the Company, according to the agenda below:

#### *Agenda*

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of three thousand euros (EUR 3,000.-) so as to bring it from its present amount of thirteen thousand six hundred fifty six euros and seventeen cents (EUR 13,656.17) to the amount of sixteen thousand six hundred and fifty six euros and seventeen cents (EUR 16,656.17);

2. Subscription and payment of: (i) one hundred thousand (100,000) class D shares by Shareholder 3 (as defined above), (ii) one hundred thousand (100,000) class B shares by Shareholder 4 (as defined above) and (iii) one hundred thousand (100,000) class J4 shares by Shareholder 7 (as defined above) by a contribution in cash;

3. Decision regarding the Total Cancellation Amount for the Class J3 Shares;

4. Decrease of the subscribed share capital of the Company by three thousand five hundred fifty-two euros and seventy two cents (EUR 3,552.72) by cancellation of the Class J3 Shares so that the share capital of the Company is set at thirteen thousand one hundred three euros and forty five cents (EUR 13,103.45) divided into one million three hundred ten thousand three hundred forty-five (1,310,345) Shares having a par value of one cent (EUR 0.01) each;

5. Amendment of articles 6.1, 6.4, 6.5 and 19 of the articles of association of the Company to reflect the above resolutions; and

6. Any other business.

#### *First resolution*

The Shareholders decide to increase the share capital of the Company by an amount of three thousand euros (EUR 3,000) so as to bring it from its present amount of thirteen thousand six hundred fifty six euros and seventeen cents (EUR 13,656.17) to the amount of sixteen thousand six hundred and fifty six euros and seventeen cents (EUR 16,656.17).

#### *Second resolution*

The Shareholders decided to issue (i) one hundred thousand (100,000) class D shares, (ii) one hundred thousand (100,000) class B shares and (iii) one hundred thousand (100,000) class J4 shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each.

#### *Contributors' Intervention - Subscription - Payment*

Thereupon intervenes:

1) Shareholder 3, represented by Matthieu GROETZINGER, prenamed, declares to subscribe for one hundred thousand (100,000) class D shares and to have them fully paid up by contribution in cash.

2) Shareholder 4, represented by Matthieu GROETZINGER, prenamed, declares to subscribe for one hundred thousand (100,000) class B shares and to have them fully paid up by contribution in cash.

3) Shareholder 7, represented by Matthieu GROETZINGER, prenamed, declares to subscribe for one hundred thousand (100,000) class J4 shares and to have them fully paid up by contribution in cash.

All the newly subscribed shares have been fully paid up in cash by the prenamed subscribers, so that the total amount of three thousand euros (EUR 3,000.-) is at the disposal of the Company, as justified to the undersigned notary.

#### *Third resolution*

The Shareholders decide and ratify in accordance with article 6.6 of the Articles that the Total Cancellation Amount regarding the Class J3 Shares is below the Available Amount.

#### *Fourth resolution*

The Shareholders decide to decrease the subscribed share capital of the Company by three thousand five hundred fifty-two euros and seventy two cents (EUR 3,552.72) by the cancellation of the Class J3 Shares so that the share capital of the Company is set thirteen thousand one hundred three euros and forty five cents (EUR 13,103.45) divided into one million three hundred ten thousand three hundred forty-five (1,310,345) Shares having a par value of one cent (EUR 0.01) each.

*Fifth resolution*

As a consequence of the above resolutions, the Shareholders decide to amend articles 6.1, 6.4, 6.5 and 19 of the Articles which shall be read as follows:

“**6.1.** The capital is fixed at thirteen thousand one hundred three euros and forty five cents (EUR 13,103.45) represented by three hundred eighty-seven thousand five hundred (387,500) class B tracking shares (the “Class B Shares”), three hundred eighty-seven thousand five hundred (387,500) class D tracking shares (the “Class D Shares”) and five hundred thirty five thousand three hundred forty five (535,345) class J4 tracking shares (the “Class J4 Shares”) and together with the Class B Shares and the Class D Shares, are referred to as the “Shares” and each class is referred to as a “Class of Shares”), with a par value of one cent (EUR 0,01) each, all fully paid-up).

**6.4.** All the rights and obligations attached to each Class of Shares will be referred to as the “Tracked Portfolio”, so that all the rights and obligations attached to the Class B Shares are referred to as the “Tracked Portfolio B”, all the rights and obligations attached to the Class D Shares are referred to as the “Tracked Portfolio D”, all the rights and obligations attached to the Class J4 Shares are referred to as the “Tracked Portfolio J4”.

**6.5.** The Tracked Portfolios consists in the holding of a certain number of tracked incentive shares and tracked incentive shares to be received as determined in any private Shareholders meeting of the Company (whose exact number is determined hereunder) which are inalienable until the end of certain lock-up periods and are freely transferable once these periods are over.

If the Tracked Portfolios attached to each relevant Class of Shares are not sold, they could be transferred to Shareholders as an in kind redemption of each relevant Class of Shares (combined with a cash redemption or not).

SHAREHOLDERS	TRACKED PORTFOLIOS
Shareholder 3	
- 387,500 Class D Shares . . . . .	PLN 21,654,225.76
Shareholder 4	
- 387,500 Class B Shares . . . . .	N/A
Shareholder 7	
- 535,345 Class J4 Shares . . . . .	N/A

**Art. 19.** The managers may at all times during the financial year resolve to distribute interim dividends in compliance with the legal provisions.

The net profits of the Company shall be determined according to the Luxembourg law in force, and shall consist of any revenue of any kind of the Tracked Portfolio and decreased by losses linked to each Tracked Portfolio and further decreased by the Company’s expenses.

The net profits of the Company shall also include the net profits earned on revenue received by the Company but not distributed by the Company, including the Portion of Profit to its Shareholders and on any other assets of the Company, including the net profits of the assets held by the Company and not included in the Tracked Portfolios to be distributed on a pro-rata basis of the Tracked Portfolio held by each Shareholder at the date the Tracked Portfolio has been allocated to the said Shareholder.

The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit.

The amount representing the five percent deduction as mentioned under article 18 of the articles of association of the Company will be supported as follows:

- by the net profits of the Tracked Portfolio B, as defined hereafter, in proportion to the quota of Class B Shares in the corporate capital of the Company;
- by the net profits of the Tracked Portfolio D, as defined hereafter, in proportion to the quota of Class D Shares in the corporate capital of the Company;
- by the net profits of the Tracked Portfolio J4, as defined hereafter, in proportion to the quota of Class J4 Shares in the corporate capital of the Company.

If the net profits of one Tracked Portfolio are not sufficient to support the quota as calculated here before (such Tracked Portfolio being referred to as the “Defaulting Tracked Portfolio”), the amount to be allocated to the legal reserve fund in excess of the net profits of the Defaulting Tracked Portfolio is temporarily supported by the other Tracked Portfolios.

The amount representing the quota to be supported by the Defaulting Tracked Portfolio the following financial year will be increased by the amount temporarily supported by the other Tracked Portfolio, while the amount representing the quota to be supported by the other Tracked Portfolio the following financial year will be decreased by the amount temporarily supported by the other Tracked Portfolio.

The following provisions apply to any distribution of dividends, including interim dividends.

Total net profits and losses as determined and approved by all the Shareholders shall be allocated according to the following basic rules.

The net profits and losses realized by the Company and resulting directly or indirectly from the assets being part of the Tracked Portfolio B or resulting from any other net income derived by the Company out of the profits generated by the Tracked Portfolio B that are not immediately distributed to the holder of Class B Shares will be allocated 100% to the holder of Class B Shares.

The net profits and losses realized by the Company and resulting directly or indirectly from the assets being part of the Tracked Portfolio D or resulting from any other net income derived by the Company out of the profits generated by the Tracked Portfolio D that are not immediately distributed to the holder of Class D Shares will be allocated 100% to the holder of Class D Shares.

The net profits and losses realized by the Company and resulting directly or indirectly from the assets being part of the Tracked Portfolio J4 or resulting from any other net income derived by the Company out of the profits generated by the Tracked Portfolio J4 that are not immediately distributed to the holder of Class J4 Shares will be allocated 100% to the holder of Class J4 Shares.

Any other net profits and losses realized by the Company will be allocated to the Shareholders in proportion to their percentage of Shares of total capital in the Company. Any amount to be distributed may be paid in any currency selected by the board of managers and may be paid at such places and times as may be determined by the board of managers. The board of managers may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

All items comprising net profits and losses resulting from each Tracked Portfolio and any other net profits and losses of the Company shall be respectively and separately shown in the Company's financial statements.

In case of losses of one Tracked Portfolio (hereafter referred to as "Loss Defaulting Tracked Portfolio"), the dividends to be paid in the framework of the other Tracked Portfolio may not exceed the amount representing the total net profits of the Company in any financial year. The following financial year, the amount representing the net profits of the other Tracked Portfolio in excess of the net profits of the Company which could not be distributed the preceding financial year due to the losses of the Loss Defaulting Tracked Portfolio will be deducted from the results of the Loss Defaulting Tracked Portfolio and allocated to the results of the other Tracked Portfolio for the purpose of determining the total amounts that can be distributed with respect to each Tracked Portfolio.

In any case, the dividends distributed to Shareholder 3 shall only derive from net profits obtained by Tracked Portfolio D. The dividends distributed to Shareholder 4 shall only derive from net profits obtained by Tracked Portfolio B:

Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- Interim accounts are established by the board of managers,
- These accounts show a profit including profits carried forward,
- The decision to pay interim dividends is taken by an ordinary general meeting of the Shareholders,
- The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the significant creditors of the Company are not threatened."

#### *Costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the present deed have been estimated at about EUR 1,200.- (one thousand two hundred euro).

With no other outstanding points on the agenda, and further requests for discussion not forthcoming, the meeting is closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

Made in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read and translated into a language known by the person appearing, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le vingt-neuvième jour de décembre.

Par-devant Maître Roger Arrensdorff, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1.- Nyhavn Investments Partners - une société en commandite simple, constituée et organisée selon les lois maltaises, portant le numéro de société en commandite P Comm 146, ayant son siège social à Suite 2, 205/9, Old Bakery Street, La Valette, Malte, (l'«Associé 3»),

2.- Petworth Spolka z Ograniczona Odpowiedzialnoscia, une société à responsabilité limitée, constitué et organisé selon les lois polonaises, ayant son siège social à 43/2 Wyrbrzeze Kosciuszkowskie St, 00-347 Varsovie, Pologne immatriculée auprès du National Court Register sous le numéro 0000530061 (l'«Associé 4»),

3.- Forseti Investments - Limited Partnership, ayant son siège social à 55/5 George Borg Olivier Street; St. Julians STJ 1081, Malta immatriculée auprès du Registrar of Companies of Malta sous le numéro PCOMM 161 (l'«Associé 6»),

4.- KW Invest sp. z o.o., une société à responsabilité limitée, constitué et organisé selon les lois polonaises, ayant son siège social à 86/77 Sienna St., PL-00-815 Varsovie, Pologne, immatriculée auprès du National Court Register sous le numéro 0000531950 (l'«Associé 7» et ensemble avec l'Associé3, l'Associé 4 et l'Associé 6, sont dénommés les «Associés»),

ici représentés par Me Matthieu GROETZINGER, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-2132 Luxembourg, 20, avenue Marie-Thérèse, en vertu de procurations,

Lesdites procurations, après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire agissant pour le compte des comparants et par le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes pour les besoins de l'enregistrement.

Les comparants, représentés comme indiqué ci-dessus, ont demandé au notaire:

I.- d'acter que les Associés sont les associés de Luxco 82 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à, L-1855 Luxembourg, 46A Avenue J.F. Kennedy Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 139.223, constituée par acte reçu le 28 mai 2008 par Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, publié le 28 juin 2008 au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1595, page 76535 le 28 juin 2008 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte reçu par Maître Roger Arrensdorff, notaire de résidence à Luxembourg, le 21 Août 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2860, page 137267 le 26 Octobre 2015 (la «Société»).

II.- d'enregistrer les résolutions suivantes qui ont été prises dans l'intérêt de la Société, conformément à l'agenda ci-dessous:

#### *Ordre du jour*

1. Augmentation du capital social souscrit de la Société d'un montant de trois mille euros (EUR 3.000,-) afin de le porter de son montant actuel de treize mille euros six cent cinquante six et dix sept centimes (EUR 13.656,17) à un montant de seize mille six cent cinquante six euros et dix sept centimes (EUR 16.656,17);

2. Souscription et paiement de: (i) cent mille (100,000) parts sociales de catégorie D par l'Associé 3 (tel que défini ci-dessus), (ii) cent mille (100,000) parts sociales de catégorie B par l'Associé 4 (tel que défini ci-dessus) et (iii) cent mille (100,000) parts sociales de catégorie J4 par l'Associé 7 (tel que défini ci-dessus), par un apport en numéraire;

3. Décision relative au Montant Total d'Annulation des Parts Sociales de Classe J3;

4. Diminution du capital social souscrit de la Société de trois mille cinq cent cinquante deux euros et soixante douze centimes (EUR 3.552,72) par l'annulation: des Parts Sociales de Classe J3 de telle sorte que le capital social de la Société est fixé à treize mille cent trois euros et quarante cinq centimes (EUR 13.103,45) divisé en un million trois cent dix mille trois cent quarante cinq (1.310.345) Parts Sociales ayant une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune;

5. Modification des articles 6.1, 6.4, 6.5 et 19 des statuts de la Société afin de refléter les résolutions précédentes; et

6. Divers.

#### *Première résolution*

Les Associés décident d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de trois mille euros (EUR 3.000,-) afin de le porter de son montant actuel de treize mille euros six cent cinquante six et dix sept centimes (EUR 13.656,17) à un montant de seize mille six cent cinquante six euros et dix sept centimes (EUR 16.656,17).

#### *Deuxième résolution*

Les Associés décident d'émettre cent mille (100,000) parts sociales de catégorie D, cent mille (100,000) parts sociales de catégorie B et cent mille (100,000) parts sociales de catégorie J4 d'une valeur de un cent (0,01 EUR) chacune.

#### *Intervention de l'apporteur - Souscription - Libération*

Intervient alors:

1) L'associé 3, représenté par Matthieu GROETZINGER, déclare souscrire à cent mille (100,000) parts sociales de catégorie D et de les avoir entièrement libérées par apport en numéraire.

2) L'associé 4, représenté par Matthieu GROETZINGER, déclare souscrire à cent mille (100,000) parts sociales de catégorie B et de les avoir entièrement libérées par apport en numéraire.

3) L'associé 7, représenté par Matthieu GROETZINGER, déclare souscrire à cent mille (100,000) parts sociales de catégorie J4 et de les avoir entièrement libérées par apport en numéraire.

Toutes les nouvelles parts sociales souscrites ont été intégralement libérées en espèces par les souscripteurs nommés ci-dessus, de sorte que le montant total de trois mille euros (EUR 3.000,-) est à la disposition de la Société, tel que justifié au notaire instrumentant.

### Troisième résolution

Les Associés décident et ratifient conformément à l'article 6.6 des Statuts que le Montant Total d'Annulation relatif aux Parts Sociales de classe J3, est inférieur au Montant Disponible.

### Quatrième résolution

Les Associés décident de diminuer le capital social souscrit de la Société de trois mille cinq cent cinquante deux euros et soixante douze centimes (EUR 3.552,72) par l'annulation des Parts Sociales de Classe J3 de telle sorte que le capital social de la Société est fixé à treize mille cent trois euros et quarante cinq centimes (EUR 13.103,45) divisé en un million trois cent dix mille trois cent quarante cinq (1.310.345) Parts Sociales ayant une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune.

### Cinquième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, les Associés décident de modifier les articles 6.1, 6.4, 6.5 et 19 des Statuts comme suit:

« **6.1.** Le capital social est fixé treize mille cent trois euros et quarante cinq centimes (EUR 13.103,45) à représenté par trois cent quatre-vingt-sept mille cinq cents (387.500) parts sociales traçantes de catégorie B (les «Parts Sociales de Catégorie B»), trois cent quatre-vingt-sept mille cinq cents (387.500) parts sociales traçantes de catégorie D (les «Parts Sociales de Catégorie D») et cinq cent trente-cinq mille trois cent quarante-cinq (535.345) parts sociales traçantes de catégorie J4 (les «Parts Sociales de Catégorie J4») et ensemble avec les Parts Sociales de Catégorie B et les Parts Sociales de Catégorie D seront désignées les «Parts Sociales» et chaque catégorie sera ci-après désignée comme une «Catégorie de Parts Sociale»), avec une valeur nominale de un centime (EUR 0,01) chacune, toutes ayant été intégralement libérées.

**6.4.** Tous les droits et obligations attachés à chacune des Classes de Parts Sociales sont désignés comme étant les «Portefeuilles Tracés» de sorte que tous les droits et obligations attachés aux Parts Sociales de Catégorie B sont désignés comme étant les «Portefeuilles Tracés B», tous les droits et obligations attachés aux Parts Sociales de Catégorie D sont désignés comme étant les «Portefeuilles Tracés D, tous les droits et obligations attachés aux Parts Sociales de Catégorie J4 sont désignés comme étant les «Portefeuilles Tracés J4».

**6.5.** Les Portefeuilles Tracés consistent en la détention d'un certain nombre d'actions incitatives tracées et d'actions incitatives tracées à recevoir comme déterminé dans toute assemblée générale sous seing privé des associés de la Société (dont le nombre exact est déterminé ci-dessous), lesquelles sont inaliénables jusqu'à la fin de différentes périodes de blocage et seront librement cessibles lorsque ces périodes seront terminées.

Si les Portefeuilles Tracés attachés à chaque Catégorie de Parts Sociales particulière ne sont pas vendus, ils pourront être transférés aux Associés par rachat en nature de chaque Catégorie de Parts Sociales particulière (combiné ou non à un rachat en numéraire).

ASSOCIES	PORTEFEUILLES TRACES
Associé 3	
- 387.500 Parts Sociales de Catégorie D . . . . .	PLN 21.654.225,76
Associé 4	
- 387.500 Parts Sociales de Catégorie B . . . . .	N/A
Associé 7	
- 535.345 Parts Sociales de Catégorie J4 . . . . .	N/A

**Art. 19.** Les gérants peuvent à tout moment pendant l'exercice social décider de distribuer des dividendes intérimaires en conformité avec les dispositions légales.

Les bénéfices nets de la Société seront être déterminés en conformité avec les lois luxembourgeoises en vigueur, et consisteront en tout type de revenu du Portefeuille Tracé diminué des pertes liées à chaque Portefeuille Tracé et diminué encore des charges de la Société. Les bénéfices nets de la Société incluront en outre les bénéfices nets réalisés par les revenus reçus par la Société mais non distribués par la Société, incluant la Partie de Bénéfice à ses Associés et sur tout autre actifs de la Société, incluant les bénéfices nets réalisés par les actifs détenus par la Société et non compris dans les Portefeuilles Tracés à distribuer au prorata du Portefeuille Tracé détenu par chaque Associé à la date à laquelle le Portefeuille Tracé a été alloué au dit Associé.

Les bénéfices bruts de la Société constatés dans les comptes annuels, après déduction des dépenses générales, des amortissements et des dépenses représentent le bénéfice net.

Le montant représentant la déduction de 5% telle que mentionnée sous l'article 18 des statuts de la Société seront financés comme suit:

- par les bénéfices nets du Portefeuille Tracé B, tel que définis ci-après, proportionnellement au quota de Parts Sociales de Catégorie B dans le capital social de la Société,

- par les bénéfices nets du Portefeuille Tracé D, tel que définis ci-après, proportionnellement au quota de Parts Sociales de Catégorie D dans le capital social de la Société,

- par les bénéfices nets du Portefeuille Tracé J4, tel que définis ci-après, proportionnellement au quota de Parts Sociales de Catégorie J4 dans le capital social de la Société.

Si les bénéfices nets résultant d'un Portefeuille Tracé ne sont pas suffisants pour financer le quota tel que calculé ci-avant (un tel Portefeuille Tracé étant désigné comme le «Portefeuille Tracé Défaillant»), le montant à allouer à la réserve légale excédant les bénéfices nets du Portefeuille Tracé Défaillant est temporairement financé par les autres Portefeuilles Tracés.

Le montant représentant le quota devant être financé par le Portefeuille Tracé Défaillant au cours de l'exercice social suivant sera augmenté du le montant temporairement financé par un autre Portefeuille Tracé, tandis que le montant représentant le quota à être financé par l'autre Portefeuille Tracé au cours de l'exercice social suivant sera diminué par le montant temporairement financé par cet autre Portefeuille Tracé.

Les dispositions suivantes s'appliquent toutes les distributions de dividendes, y compris les dividendes intérimaires.

Le total net des profits et des pertes tel que déterminé et approuvé par les Associés sera alloué conformément aux règles de base suivantes.

Les profits et pertes nets réalisés par la Société et résultant directement ou indirectement des actifs faisant parti du Portefeuille Tracé B ou résultant de n'importe quel autre revenu réalisé par la Société à l'exclusion des profits générés par le Portefeuille Tracé B qui n'ont pas été immédiatement distribués au détenteur des Parts Sociales de Catégorie B seront alloués à 100% au détenteur des Parts Sociales de Catégorie B.

Les profits et pertes nets réalisés par la Société et résultant directement ou indirectement des actifs faisant parti du Portefeuille Tracé D ou résultant de n'importe quel autre revenu réalisé par la Société à l'exclusion des profits générés par le Portefeuille Tracé D qui n'ont pas été immédiatement distribués au détenteur des Parts Sociales de Catégorie D seront alloués à 100% au détenteur des Parts Sociales de Catégorie D.

Les profits et pertes nets réalisés par la Société et résultant directement ou indirectement des actifs faisant parti du Portefeuille Tracé J4 ou résultant de n'importe quel autre revenu réalisé par la Société à l'exclusion des profits générés par le Portefeuille Tracé J4 qui n'ont pas été immédiatement distribués au détenteur des Parts Sociales de Catégorie J4 seront alloués à 100% au détenteur des Parts Sociales de Catégorie J4.

Tout autre profit et perte net réalisé par la Société seront alloués aux Associés proportionnellement au pourcentage des Parts Sociales qu'ils détiennent dans le capital social de la Société. Tout montant devant être distribué sera payé dans la devise déterminée par le conseil de gérance et payé aux lieux et temps déterminés par le conseil de gérance. Le conseil de gérance pourra faire la détermination finale du taux de change applicable afin de convertir les fonds des dividendes dans la devise déterminée pour leur paiement.

Tous les éléments comprenant les profits et pertes nets résultant de chaque Portefeuille Tracé et de tous autres profits et pertes nets de la Société seront respectivement et séparément constatés dans les états financiers de la Société.

Dans le cas de pertes résultant d'un Portefeuille Tracé (ci-après désignées comme une «Perte d'un Portefeuille Tracé Défaillant»), les dividendes à payer dans le cadre d'un autre Portefeuille Tracé n'excèdera pas le montant représentant le total des bénéfices nets de la Société au cours de chaque exercice social.

Au cours de l'exercice social suivant, le montant représentant les bénéfices nets d'un autre Portefeuille Tracé supérieur aux profits nets de la Société qui n'auraient pas pu être distribués au cours de l'exercice social précédent à cause des pertes résultantes de la Perte d'un Portefeuille Tracé Défaillant seront déduits des résultats de la Perte du Portefeuille Tracé Défaillant et alloués aux résultats de l'autre Portefeuille Tracé afin de déterminer les montants totaux pouvant être distribués à chaque Portefeuille Tracé.

Dans tous les cas, les dividendes distribués à l'Associé 3 proviendront des profits nets réalisés par le Portefeuille Tracé D. De même, les dividendes distribués à l'Associé 4 proviendront des profits nets réalisés par le Portefeuille Tracé B.

Les dividendes intérimaires seront distribués, à tout moment, sous les conditions suivantes:

- Les comptes intérimaires sont établis par le conseil de gérance,
- Ces comptes montrent un profit incluant les profits reportés,
- La décision de payer des dividendes intérimaires est prise par l'assemblée générale des Associés,
- Le paiement est fait une fois que la Société a obtenu la garantie que les droits des créanciers importants de la Société ne sont pas menacés.»

#### *Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, s'élève à environ 1.200,- EUR (mille deux cents euros).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et aucune demande supplémentaire de discussion n'ayant lieu, l'assemblée a levé la séance.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle la langue anglaise constate que sur demande des parties comparantes le présent acte est rédigé en langue anglaise suivie d'une version française; sur demande des mêmes parties comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu et traduit en un langage connu des parties comparantes, connues du notaire par leur prénom, nom, état civil et domicile, lesdites parties comparantes ont signé avec Nous, notaire, le présent acte en original.

Signé: GROETZINGER, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 31 décembre 2015. Relation: 1 LAC / 2015 / 42613. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

*Le Receveur (signé):* MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives

Luxembourg, le 10 février 2016.

Référence de publication: 2016064589/365.

(160026447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

**Baker Hughes Luxembourg Holdings S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 131.868.

In the year two thousand and sixteen, on the twenty-ninth day of January,  
before Maître Danielle KOLBACH, notary residing in Redange-sur-Attert (Grand-Duchy of Luxembourg),

Is held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Baker Hughes Luxembourg Holdings S.C.A., a Luxembourg partnership limited by shares (société en commandite par actions), with its registered office at 12, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 131868 (the Company). The Company was incorporated on 19 September 2007 pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing at Sanem, Grand-Duchy of Luxembourg published in the Luxembourg Official Gazette (Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C) - N° 2382 of 23 October 2007. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended several times as and for the last time on 30 April 2015 by a deed of the undersigned notary published in the Luxembourg Official Gazette (Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C) - N° 1915 of 29 July 2015.

The Meeting is opened at 05:30 p.m.

The Meeting is chaired by Mrs Constanze GUTHIER-BROWN, accountant, residing professionally in Luxembourg (the Chairman). The Chairman has been appointed by the Company's general partner in accordance with the provisions of article 26 paragraph 1 of the Articles. The Chairman appoints Ms Aisling MURPHY, law clerk, residing professionally in Luxembourg, as secretary of the Meeting (the Secretary). The Meeting elects Mr. Laurent GOYER, lawyer, residing professionally in Luxembourg as scrutineer of the Meeting (the Scrutineer). The Chairman, the Secretary and the Scrutineer are collectively referred to hereafter as the Bureau.

The shareholders, represented at the Meeting and the number of shares they hold are indicated on an attendance list which will remain attached to the present minutes after having been signed by the representatives of the shareholders and the members of the Bureau.

The proxies from the shareholders represented at the present Meeting will also remain attached to the present minutes and signed by all the parties.

The Bureau having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to record that:

1. The agenda of the Meeting is worded as follows:

(1) Waiver of the convening notices;

(2) Decision to amend the notarial deed passed on 30 April 2015 and published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C number 1915 of 29 July 2015 (the Deed) in order to reflect the correct subscription price for the two new Class G shares issued (the Correct Subscription Price) and the correct valuation of the assets contributed to the Company by the new shareholder; and

(3) Decision to grant power and authority to any member of the management committee of the Company's general partner.

2. It appears from an attendance list established and certified by the members of the Bureau that all of the 1,434,071 (one million four hundred and thirty-four thousand seventy-one) Class A shares with a nominal value of USD 1 (one Dollar of the United States of America) each, 1 (one) Class B share with a nominal value of USD 1 (one Dollar of the United States of America), 7,368,696 (seven million three hundred and sixty-eight thousand six hundred and ninety-six) Class C shares with a nominal value of USD 1 (one Dollar of the United States of America) each, 2,955,669 (two million nine

hundred and fifty-five thousand six hundred and sixty-nine) Class D shares with a nominal value of USD 1 (one Dollar of the United States of America) each, 2,163,070 (two million one hundred and sixty-three thousand and seventy) Class E shares with a nominal value of USD 1 (one Dollar of the United States of America) each and 340,698 (three hundred and forty thousand six hundred and ninety-eight) Class F shares with a nominal value of USD 1 (one Dollar of the United States of America) each and 2 (two) Class G shares with a nominal value of USD 1 (one Dollar of the United States of America) each, are duly represented at the Meeting, which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda, here above reproduced.

3. The Meeting takes unanimously the following resolutions:

*First resolution*

The entirety of the share capital being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notices, the shareholders represented consider themselves as duly convened and declare having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

*Second resolution*

The Meeting resolves to amend the Deed received by the undersigned notary, recorded in Diekirch, Actes Civils, on May 5<sup>th</sup>, 2015, relation DAC/2015/7532, deposited at the Luxembourg Trade and Companies Register on May 13<sup>th</sup>, 2015 (reference L150081306).

The Meeting indeed acknowledges that the contribution in kind made by Baker Hughes Oilfield Operations, Inc. (BHOO) to the Company and instrumented by the Deed has been overvalued as the correct value is USD 1,156,948,054 (one billion one hundred fifty-six million nine hundred forty-eight thousand fifty-four United States dollars) (the Correct Valuation) instead of USD 1,162,428,064 (one billion one hundred sixty-two million four hundred twenty-eight thousand sixty-four Dollars of the United States of America) as indicated in the Deed.

The Correct Valuation is supported by an updated report from an external auditor (réviseur d'entreprises agréé) dated 27 January 2016 (the Updated Report) which will remain attached to the present deed for registration purposes after being initialled *ne varietur* by the proxyholder of the Company's shareholders and the undersigned notary.

The Meeting notes that the Updated Report has the following conclusion:

“Based on our review of the adjustment of the value of the initial contribution in kind, nothing has come to our attention that causes us to believe that the global value of the contribution in kind does not correspond at least to the number and the nominal value of the shares to be issued in counterpart, increased by the Correct Share Premium Amount”.

In light of the above, the Meeting resolves to amend the minutes of the extraordinary general meeting of the Company's shareholders instrumented by the Deed (the EGM) to reflect the Correct Subscription Price and the Correct Valuation so that the following paragraphs of the EGM, and thus the Deed, shall read as follows:

I.

“(ii) fully pay them up by way of a contribution in kind for an aggregate amount of USD 1,162,428,064 (one billion one hundred sixty-two million four hundred twenty-eight thousand sixty-four Dollars of the United States of America) (the Contribution in Kind) consisting in all of the 100 (one hundred) issued and outstanding common shares of Baker Hughes IP LLC, a limited liability company organized under the laws of the State of Delaware, USA.”

shall read

“(ii) fully pay them up by way of a contribution in kind for an aggregate amount of USD 1,156,948,054 (one billion one hundred fifty-six million nine hundred forty-eight thousand fifty-four United States dollars) (the Contribution in Kind) consisting in all of the 100 (one hundred) issued and outstanding common shares of Baker Hughes IP LLC, a limited liability company organized under the laws of the State of Delaware, USA.”;

II.

“The Meeting notes that:

(a) the New Shares have been fully subscribed and paid up by BHOO by way of a contribution in kind for an aggregate amount of USD 1,162,428,064 (one billion one hundred sixty-two million four hundred twenty-eight thousand sixty-four Dollars of the United States of America);”

shall read

“The Meeting notes that:

(a) the New Shares have been fully subscribed and paid up by BHOO by way of a contribution in kind for an aggregate amount of USD 1,156,948,054 (one billion one hundred fifty-six million nine hundred forty-eight thousand fifty-four United States dollars);” and

III.

“The Meeting resolves that the amount corresponding to the Contribution in Kind so made to the Company will be allocated to the nominal share capital account of the Company and to its share premium account as follows:

- nominal share capital account: USD 2 (two dollars of the United States of America); and

- share premium account: USD 1,162,428,062 (one billion one hundred sixty-two million four hundred twenty-eight thousand sixty-two Dollars of the United States of America).”

shall read

“The Meeting resolves that the amount corresponding to the Contribution in Kind so made to the Company will be allocated to the nominal share capital account of the Company and to its share premium account as follows:

- nominal share capital account: USD 2 (two dollars of the United States of America); and

- share premium account: USD 1,156,948,052 (one billion one hundred fifty-six million nine hundred forty-eight thousand fifty-two United States dollars).”

The Meeting notes that, as a result of the above, the amount allocated to the Company's share premium which was set after the Deed at USD 14,384,498,945 (fourteen billion three hundred eighty four million four hundred ninety-eight thousand and nine hundred forty-five United States dollars) is now rectified, with effect as of the date of the Deed, and set at USD 14,379,018,937 (fourteen billion three hundred seventy-nine million eighteen thousand nine hundred thirty-seven United States dollars) (the Correct Share Premium Amount).

#### *Third resolution*

The Meeting resolves to grant power and authority to any member of the management committee of the Company's general partner to (i) individually proceed, on behalf of the Company, to the registration of the Correct Share Premium Amount in the Company's books and accounts and more generally (ii) perform anything else which might be necessary or useful in connection with the implementation of above.

There being no further business, the Meeting is closed at 06:00 p.m..

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the Company's shareholders represented by their proxyholder, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same Company's shareholders, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the Company's shareholders, the proxyholder of the Company's shareholders signed together with Us, the notary, the present original deed.

#### **Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille seize, le vingt-neuvième jour du mois de janvier,

Par-devant Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert (Grand-Duché de Luxembourg),

se tient

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des actionnaires de Baker Hughes Luxembourg Holdings SCA, une société en commandite par actions de droit luxembourgeois ayant son siège social au 12, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 131868 (la Société). La Société a été constituée le 19 septembre 2007 suivant un acte de Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C n°2382 le 23 octobre 2007. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés plusieurs fois et pour la dernière fois le 30 avril 2015 suivant un acte du notaire soussigné, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C n°1915 daté du 29 juillet 2015.

L'Assemblée est ouverte à 17.30 heures.

L'Assemblée est présidée par Mme Constanze GUTHIER-BROWN, comptable, résidant professionnellement au Luxembourg (le Président). Le Président a été désigné par l'associé commandité de la Société conformément aux provisions de l'article 26 paragraphe 1 des Statuts. Le Président désigne Mme Asling MURPHY, juriste, résidant professionnellement au Luxembourg, comme secrétaire de l'Assemblée (le Secrétaire).

L'Assemblée choisit M. Laurent GOYER, avocat, résidant professionnellement au Luxembourg, comme scrutateur de l'Assemblée (le Scrutateur). Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur forment ensemble ci-après le Bureau.

Les actionnaires représentés à l'Assemblée ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués dans une liste de présence qui restera annexée au présent acte après avoir été signée par les représentants des actionnaires et les membres du Bureau.

Les procurations des actionnaires représentés à l'Assemblée, après avoir été signées ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, resteront elles aussi annexées au présent acte afin d'être enregistrées avec ledit acte auprès des autorités compétentes.

Le Bureau ainsi constitué, le Président constate et prie le notaire instrumentaire d'acter que:

1. L'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

(1) Renonciation aux formalités de convocation;

(2) Décision de modifier l'acte notarié signé le 30 avril 2015 et publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, C numéro 1915 du 29 juillet 2015 (l'Acte) afin de refléter le prix de souscription correct pour les deux nouvelles actions de Catégorie G émises (le Prix Correct de Souscription) et l'évaluation correcte des actifs apportés à la Société par le nouvel actionnaire; et

(3) Décision d'octroyer pouvoir à tout membre du comité de gestion de l'associé commandité de la Société.

2. Il résulte de la liste de présence établie et certifiée par les membres du Bureau que l'ensemble des 1.434.071 (un million quatre cent trente-quatre mille soixante-et-onze) actions de Catégorie A, ayant une valeur nominale de 1 USD (un dollar des Etats-Unis d'Amérique) chacune, 1 (une) action de Catégorie B, ayant une valeur nominale de 1 USD (un dollar des Etats-Unis d'Amérique), 7.368.696 (sept millions trois cent soixante-huit mille six cent quatre-vingt-seize) actions de Catégorie C, ayant une valeur nominale de 1 USD (un dollar des Etats-Unis d'Amérique) chacune, 2.955.669 (deux millions neuf cent cinquante-cinq mille six cent soixante-neuf) actions de Catégorie D, ayant une valeur nominale de 1 USD (un dollar des Etats-Unis d'Amérique) chacune, 2.163.070 (deux millions cent soixante-trois mille soixante-dix) actions de Catégorie E, ayant une valeur nominale de 1 USD (un dollar des Etats-Unis d'Amérique) chacune, 340.698 (trois cent quarante mille six cent quatre-vingt-dix-huit) actions de Catégorie F, et 2 (deux) actions de Catégorie G ayant une valeur nominale de 1 USD (un dollar des Etats-Unis d'Amérique) chacune sont dûment représentées à la présente Assemblée qui est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points figurant à l'ordre du jour, reproduit ci-dessus.

3. L'Assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

La totalité du capital social étant représentée à la présente Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, les actionnaires représentés se considérant comme dûment convoqués et déclarent avoir une connaissance parfaite de l'ordre du jour qui leur a été communiqué par avance.

*Deuxième résolution*

L'Assemblée décide de modifier l'Acte reçu par le notaire soussigné, enregistré à Diekirch, Actes Civils, le 5 mai 2015, relation DAC/2015/7532, déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 13 mai 2015 (référence L150081306).

L'Assemblée reconnaît en effet que l'apport en nature réalisé par Baker Hughes Oilfield Operations, Inc. (BHOO) à la Société et acté par l'Acte a été surévalué étant entendu que la valeur correcte est de USD 1.156.948.054 (un milliard cent cinquante-six millions neuf cent quarante-huit mille cinquante-quatre dollars des Etats-Unis d'Amérique) (l'Evaluation Correcte) à la place de USD 1.162.428.064 (un milliard cent soixante-deux millions quatre cent vingt-huit mille soixante-quatre dollars des Etats-Unis d'Amérique) comme indiqué dans l'Acte.

L'Evaluation Correcte est supportée par un rapport mis à jour d'un réviseur d'entreprises agréé en date du 27 janvier 2016 (le Rapport A Jour) qui restera annexé au présent acte pour les besoins de l'enregistrement après avoir été paraphé ne varietur par le mandataire des actionnaires de la Société et le notaire instrumentaire.

L'Assemblée note que le Rapport A Jour contient la conclusion suivante:

«Based on our review of the adjustment of the value of the initial contribution in kind, nothing has come to our attention that causes us to believe that the global value of the contribution in kind does not correspond at least to the number and the nominal value of the shares to be issued in counterpart, increased by the Correct Share Premium Amount».

A la lumière de ce qui précède, l'Assemblée décide de modifier le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires acté par l'Acte (l'AGE) afin de refléter le Prix Correct de Souscription et l'Evaluation Correcte de tel sorte que les paragraphes suivants de l'AGE, et partant l'Acte, auront la teneur suivante:

I.

«(ii) les libérer totalement par voie d'un apport en nature pour un montant total de 1.162.428.064 USD (un milliard et cent soixante-deux millions quatre cent vingt-huit mille soixante-quatre dollars des Etats-Unis d'Amérique) (l'Apport en Nature) représentant l'intégralité des 100 (cent) actions émises au sein de Baker Hughes IP LLC, une société à responsabilité limitée constituée selon le droit de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique.»

aura la teneur suivante

«(ii) les libérer totalement par voie d'un apport en nature pour un montant total de 1.156.948.054 USD (un milliard et cent cinquante-six millions neuf cent quarante-huit mille cinquante-quatre dollars des Etats-Unis d'Amérique) (l'Apport en Nature) représentant l'intégralité des 100 (cent) actions émises au sein de Baker Hughes IP LLC, une société à responsabilité limitée constituée selon le droit de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique.»

II.

«L'Assemblée note que:

(a) les Nouvelles Actions ont été entièrement souscrites et libérées par BHOO par voie d'un apport en nature pour un montant total de 1.162.428.064 USD (un milliard et cent soixante-deux millions quatre cent vingt-huit mille soixante-quatre dollars des Etats-Unis d'Amérique);»

aura la teneur suivante

«L'Assemblée note que:

(a) les Nouvelles Actions ont été entièrement souscrites et libérées par BHOO par voie d'un apport en nature pour un montant total de 1.156.948.054 USD (un milliard et cent cinquante-six millions neuf cent quarante-huit mille cinquante-quatre dollars des Etats-Unis d'Amérique);»

III.

«L'Assemblée décide que le montant correspondant à l'Apport en Nature ainsi fait à la Société sera alloué au compte du capital social et au compte de prime d'émission comme suit:

- compte capital social: 2 USD (deux dollars des Etats-Unis d'Amérique); et
- compte de prime d'émission: 1.162.428.062 USD (un milliard et cent soixante-deux millions quatre cent vingt-huit mille soixante-deux dollars des Etats-Unis d'Amérique).»

aura la teneur suivante

«L'Assemblée décide que le montant correspondant à l'Apport en Nature ainsi fait à la Société sera alloué au compte du capital social et au compte de prime d'émission comme suit:

- compte capital social: 2 USD (deux dollars des Etats-Unis d'Amérique); et
- compte de prime d'émission: 1.156.948.052 USD (un milliard et cent cinquante-six millions neuf cent quarante-huit mille cinquante-deux dollars des Etats-Unis d'Amérique).»

Au vu de ce qui précède, l'Assemblée note que le montant affecté à la prime d'émission de la Société qui était d'un montant suite à l'Acte de 14.384.498.945 USD (quatorze milliards trois cent quatre-vingt-quatre millions quatre cent quatre-vingt-dix-huit mille et neuf cent quarante-cinq dollars des Etats-Unis d'Amérique) est maintenant rectifié, avec effet à la date de l'Acte, et est établi à 14.379.018.937 (quatorze milliards trois cent soixante-dix-neuf millions dix-huit mille neuf cent trente-sept dollars des Etats-Unis d'Amérique) (le Montant Correct de Prime d'Emission).

#### *Troisième résolution*

L'Assemblée décide de donner pouvoir et autorisation à tout membre du comité de gestion de l'actionnaire commandité de la Société afin de (i) procéder individuellement pour le compte de la Société, à l'enregistrement du Montant Correct de Prime d'Emission dans les livres et les comptes de la Société, et plus généralement (ii) procéder à toutes formalités qui découleraient des résolutions prises ci-dessus.

N'ayant plus de sujet de délibération, l'Assemblée est clôturée à 18.00 heures.

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, déclare que la partie comparante a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française; à la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, passé, date des présentes, à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

Après lecture faite au mandataire de la partie comparaissant, ledit mandataire de la partie comparante a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: C. GUTHIER-BROWN, A. MURPHY, L. GOYER, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch A.C., le 01 février 2016. Relation: DAC/2016/1651. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé):* Jeannot THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande

Redange-sur-Attert, le 09 février 2016.

Référence de publication: 2016065027/250.

(160027256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2016.

**Audrey Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. Audrey Germany Investment S.à r.l.).**

**Capital social: NOK 129.044.019,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 198.974.

In the year two thousand and sixteen, on the fifteenth day of January.

Before Us Maître Roger Arrensdorff, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, to whom remains the present deed.

There appeared

(1) Green Topco S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of one hundred fifty thousand Norwegian Krone (NOK 150,000) being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 201.862, ("Green Topco"), and,

(2) Audrey Topco S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of one hundred fifty thousand Norwegian Krone (NOK 150,000) being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 201.835, (“Audrey Topco” and hereafter referred, together with Green Topco, as the “Shareholders”),

both represented by Maître Vianney de Bagneaux, avocat, professionally residing in Luxembourg, pursuant to proxies which shall remain annexed to the present deed after having been signed *in varietur* by the proxyholder and the undersigned notary,

being the shareholders of Audrey Holdco S.à r.l. (the “Company”), a société à responsabilité limitée with its registered office at 2-4, Rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, incorporated by a deed of Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, dated 17 July 2015, which was published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the “Mémorial”) number 2570 dated 22 September 2015.

The articles of association of the Company were amended for the last time on 31 December 2015 by deed of Maître Cosita Delvaux, prenamed, not yet published in the Mémorial.

I. The appearing parties, represented as stated above, declared and the notary recorded as follows:

II. That the appearing parties are the Shareholders of the Company and hold together all the shares (including all the ordinary shares and all the mandatory redeemable preferred shares) in issue in the Company so that the entire share capital is represented and decisions can be validly taken by the Shareholders.

III. That the Shareholders wish to take a decision on the items of the following agenda:

1. Reduction of the share capital from its current amount of six billion four hundred forty-four million six hundred twenty-four thousand seventy-eight Norwegian Krone (NOK 6,484,624,078) to one hundred twenty-nine million forty-four thousand nineteen Norwegian Krone (NOK 129,044,019) by cancellation of six hundred thirty-five billion five hundred fifty-eight million five thousand nine hundred (635,558,005,900) mandatory redeemable preferred shares (the “Cancelled MRPS”) currently held by Audrey Topco S.à r.l. without distribution to Audrey Topco S.à r.l. and allocation of the corresponding amount of six billion three hundred fifty-five million five hundred eighty thousand fifty-nine Norwegian Krone (NOK 6,355,580,059) to the MRPS Share Premium account (as this term is defined in the articles of association of the Company);

2. Consequential amendment of item 5.1 of article 5 of the articles of association of the Company as set forth below:

**“ Art. 5. Share capital.**

5.1 The issued share capital of the Company is set at one hundred twenty-nine million forty-four thousand nineteen Norwegian Krone (NOK 129,044,019) represented by:

- six billion four hundred forty-four million six hundred twenty-four thousand one hundred (6,484,624,100) ordinary shares with a nominal value of one Øre (NOK 0.01) each (the “Ordinary Shares”); and

- six billion four hundred nineteen million seven hundred seventy-seven thousand eight hundred (6,419,777,800) mandatory redeemable preferred shares with a nominal value of one Øre (NOK 0.01) each (the “MRPS” and together with the Ordinary Shares, the “Shares”).

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association, subject to and in accordance with the provisions of these articles of association including, as to reductions of capital, through the cancellation of Ordinary Shares or MRPS and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

[...]”

Thereafter the following resolutions were passed by the Shareholders:

*First resolution*

The Shareholders resolved to reduce the share capital from its current amount of six billion four hundred forty-four million six hundred twenty-four thousand seventy-eight Norwegian Krone (NOK 6,484,624,078) to one hundred twenty-nine million forty-four thousand nineteen Norwegian Krone (NOK 129,044,019) by cancellation of six hundred thirty-five billion five hundred fifty-eight million five thousand nine hundred (635,558,005,900) mandatory redeemable preferred shares (the “Cancelled MRPS”) currently held by Audrey Topco S.à r.l. without distribution to Audrey Topco S.à r.l. and allocation of the corresponding amount of six billion three hundred fifty-five million five hundred eighty thousand fifty-nine Norwegian Krone (NOK 6,355,580,059) to the MRPS Share Premium account (as this term is defined in the articles of association of the Company).

*Second resolution*

The Shareholders resolved to consequently amend the item 5.1 of article 5 of the articles of association of the Company, which shall read as follows:

**“ Art. 5. Share capital.**

5.1 The issued share capital of the Company is set at one hundred twenty-nine million forty-four thousand nineteen Norwegian Krone (NOK 129,044,019) represented by:

- six billion four hundred forty-four million six hundred twenty-four thousand one hundred (6,484,624,100) ordinary shares with a nominal value of one Øre (NOK 0.01) each (the “Ordinary Shares”); and

- six million four hundred nineteen thousand seven hundred seventy-seven eight hundred (6,419,777,800) mandatory redeemable preferred shares with a nominal value of one Øre (NOK 0.01) each (the “MRPS” and together with the Ordinary Shares, the “Shares”).

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association, subject to and in accordance with the provisions of these articles of association including, as to reductions of capital, through the cancellation of Ordinary Shares or MRPS and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

[...]”

*Expenses*

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at EUR 2,600-.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the parties hereto, these minutes are drafted in English followed by a German translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and German version, the English version will prevail.

Done in Luxembourg on the day before mentioned.

After reading these minutes the proxyholder(s) signed together with the notary the present deed.

**Es folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden Englischen Textes:**

Im Jahre zweitausendsechszehn, am fünfzehnten Tag des Monats Januar,

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Roger Arrensdorff, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, in Vertretung von Maître Cosita Delvaux, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, der letztgenannte soll der Verwahrer der vorliegenden Urkunde bleiben;

sind erschienen,

(1) Green Topco S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L- 2453 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, deren Gesellschaftskapital einhundertfünfzigtausend Norwegischen Kronen (NOK 150.000) beträgt und die eingetragen ist im Registre du Commerce et des Sociétés, Luxembourg (Handels- und Gesellschaftsregister) von und zu Luxemburg unter der Nummer B 201.862 („Green Topco“),

(2) Audrey Topco S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L- 2453 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, deren Gesellschaftskapital einhundertfünfzigtausend Norwegischen Kronen (NOK 150.000) beträgt und die eingetragen ist im Registre du Commerce et des Sociétés, Luxembourg (Handels- und Gesellschaftsregister) von und zu Luxemburg unter der Nummer B 201.835 („Audrey Topco“ und hiernach, gemeinsam mit Green Topco, die „Gesellschafter“ genannt),

beide hier vertreten durch Herrn Vianney de Bagneaux, avocat, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund privatschriftlicher Vollmachten, welche vorliegender Urkunde beigelegt sind um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden,

als Gesellschafter der Audrey Holdco S.à r.l. (die „Gesellschaft“, einer société à responsabilité limitée mit Gesellschaftssitz in 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, gegründet am 17. Juli 2015 durch einen Akt von Maître Cosita Delvaux, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das «Mémorial»), Nummer 2570 vom 22. September 2015.

Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt am 31. Dezember 2015 abgeändert gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Cosita Delvaux, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, in Vertretung von Maître Cosita Delvaux, wie oben genannt, noch nicht im Mémorial veröffentlicht.

I. Die Erschienenen geben folgende Erklärungen ab und ersuchen den amtierenden Notar Folgendes zu beurkunden:

II. Die Erschienenen sind Gesellschafter der Gesellschaft und besitzen alle von der Gesellschaft ausgegebenen Gesellschaftsanteile (einschließlich aller Stammanteile und aller verpflichtend rückkaufbaren Vorzugsanteile), sodass das gesamte Gesellschaftskapital vertreten ist und die Gesellschafter wirksam über alle Punkte der Tagesordnung entscheiden können.

III. Die Punkte, über welche Beschlüsse getroffen werden sollen, lauten wie folgt:

1. Die Herabsetzung des Gesellschaftskapitals von derzeit sechs Milliarden vierhundertvierundachtzig Millionen sechshundertvierundzwanzigtausend achtundsiebzig Norwegischen Kronen (NOK 6.484.624.078) auf einhundertneundzwanzig Millionen vierundvierzigtausend und neunzehn Norwegische Kronen (NOK 129.044.019) durch die Löschung

von sechshundertfünfunddreißig Milliarden fünfhundertachtundfünfzig Millionen fünftausend neunhundert (635.558.005.900) verpflichtend rückkaufbaren Vorzugsanteilen (die „Gelöschten MRPS“) derzeit im Besitz von Audrey Topco S.à r.l. ohne Ausschüttung an Audrey Topco S.à r.l. und die Zuteilung des entsprechenden Betrags in Höhe von sechs Milliarden dreihundertfünfundfünfzig Millionen fünfhundertachtzigtausend neunundfünfzig Norwegischen Kronen (NOK 6.355.580.059) zum MRPS Anteilsprämienkonto (dieser Begriff ist in der Satzung der Gesellschaft definiert);

2. Folgeänderung von Punkt 5.1. des fünften Artikels der Gesellschaftssatzung sodass dieser wie folgt lautet:

#### **Art. 5. Gesellschaftskapital.**

5.1. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf einhundertneunundzwanzig Millionen vierundvierzigtausend neunzehn Norwegische Kronen (NOK 129.044.019), eingeteilt in:

- sechs Milliarden vierhundertvierundachtzig Millionen sechshundertvierundzwanzigtausend einhundert (6.484.624.100) Stammanteile mit einem Nennwert von je einem Norwegischen Øre (NOK 0,01) (die „Stammanteile“); und

- sechs Milliarden vierhundertneunzehn Millionen siebenhundsiebenundsiebzigtausend achthundert (6.419.777.800) verpflichtend rückkaufbare Vorzugsanteile mit einem Nennwert von je einem Norwegischen Øre (NOK 0,01) (die „MRPS“ und zusammen mit den Stammanteilen, die „Anteile“).

Das Gesellschaftskapital kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden, vorbehaltlich und in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieser Satzung einschließlich, in Bezug auf Kapitalherabsetzungen, durch die Annullierung von Stammanteilen oder MRPS und die Gesellschaft kann ihre anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

[...]

Woraufhin die Gesellschafter folgende Beschlüsse treffen:

#### *Erster Beschluss*

Die Gesellschafter haben beschlossen das Gesellschaftskapital von derzeit - sechs Milliarden vierhundertvierundachtzig Millionen sechshundertvierundzwanzigtausend achtundsiebzig Norwegischen Kronen (NOK 6.484.624.078) auf einhundertneunundzwanzig Millionen vierundvierzigtausend und neunzehn Norwegische Kronen (NOK 129.044.019) durch die Löschung von sechshundertfünfunddreißig Milliarden fünfhundertachtundfünfzig Millionen fünftausend neunhundert (635.558.005.900) verpflichtend rückkaufbaren Vorzugsanteilen (die „Gelöschten MRPS“) derzeit im Besitz von Audrey Topco S.à r.l. ohne Ausschüttung an Audrey Topco S.à r.l. und die Zuteilung des entsprechenden Betrags in Höhe von sechs Milliarden dreihundertfünfundfünfzig Millionen fünfhundertachtzigtausend neunundfünfzig Norwegischen Kronen (NOK 6.355.580.059) zum MRPS Anteilsprämienkonto (dieser Begriff ist in der Satzung der Gesellschaft definiert);

#### *Zweiter Beschluss*

Die Gesellschafter haben beschlossen Punkt 5.1. des fünften Artikels der Gesellschaftssatzung zu ändern, sodass dieser wie folgt lautet:

#### **Art. 5. Gesellschaftskapital.**

5.1. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf einhundertneunundzwanzig Millionen vierundvierzigtausend und neunzehn Norwegische Kronen (NOK 129.044.019), eingeteilt in:

- sechs Milliarden vierhundertvierundachtzig Millionen sechshundertvierundzwanzigtausend einhundert (6.484.624.100) Stammanteile mit einem Nennwert von je einem Norwegischen Øre (NOK 0,01) (die „Stammanteile“); und

- sechs Milliarden vierhundertneunzehn Millionen siebenhundsiebenundsiebzigtausend achthundert (6.419.777.800) verpflichtend rückkaufbare Vorzugsanteile mit einem Nennwert von je einem Norwegischen Øre (NOK 0,01) (die „MRPS“ und zusammen mit den Stammanteilen, die „Anteile“).

Das Gesellschaftskapital kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden, vorbehaltlich und in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieser Satzung einschließlich, in Bezug auf Kapitalherabsetzungen, durch die Annullierung von Stammanteilen oder MRPS und die Gesellschaft kann ihre anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

[...]

#### *Kosten*

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen oder Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund des vorliegenden Beschlusses entstehen, werden ungefähr EUR 2.600,- betragen.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der oben erschienenen Parteien, die vorliegende Urkunde in Englisch abgefasst wird, gefolgt von einer deutschen Übersetzung.

Auf Ersuchen derselben erschienenen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Verlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen haben diese mit dem amtierenden Notar diese Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: V. DE BAGNEAUX, R. ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 18 janvier 2016. Relation: 1LAC/2016/1547. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur* (signé): P. MOLLING.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 11. Februar 2016.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2016064977/190.

(160026865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2016.

**Patron Belair S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 20.000,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 203.911.

—  
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the fifth of February.

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Patron Capital Investments S.à r.l., a limited liability company with registered office at L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 160.456, here represented by Mrs. Isabel DIAS, private employee, residing professionally at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given in Luxembourg on 27<sup>th</sup> January 2016.

Said proxy, after having been signed “ne varietur” by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated.

**Art. 1.** There exists among the subscribers and all persons and entities who may become shareholders in the future a private limited liability company (société à responsabilité limitée) by the name of "Patron Belair S.à r.l." (the Company).

**Art. 2.** The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio. The object of the Company is also to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition, development and exploitation of any immovable property located in all countries.

The Company may also give guarantees and grant security interests over some or all of its assets, including without limitation, by way of pledge, transfer or encumbrance, in favour of or for the benefit of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company.

The Company may borrow in any form and issue notes, bonds, debentures, certificates, shares, beneficiary parts, warrants and any kind of debt or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company.

The Company may carry out any commercial, industrial, and financial operations, which are directly or indirectly connected with its purpose or which may favour its development.

**Art. 3.** The Company is formed for an unlimited period of time.

**Art. 4.** The registered office is established in the municipality of Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

**Art. 5.** The Company's subscribed share capital is fixed at twenty thousand British Pounds (GBP 20,000) represented by twenty thousand (20,000) shares having a nominal value of one British Pound (GBP 1) per each share.

**Art. 6.** The capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the shareholders meeting, in accordance with article 13 of these articles of association.

**Art. 7.** Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

**Art. 8.** Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

**Art. 9.** In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act).

**Art. 10.** The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders will not bring the Company to an end.

**Art. 11.** The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) are appointed, revoked and replaced by the general shareholder meeting, by a decision adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

A chairman pro tempore of the board of managers may be appointed by the board of managers for each board meeting of the Company. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed. The board of managers will appoint a chairman pro tempore by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 11 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The company shall be bound towards third parties by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the single signature of any member of the board of managers. The board of managers may elect among its members a general manager who may bind the Company by his sole signature, provided he acts within the limits of the powers of the board of managers.

The general shareholders meeting or the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The general shareholders meeting or the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members are present or represented at a meeting of the board of managers.

In case of plurality of managers, written notices of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by cable, telegram, telefax or telex, at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

A manager may act at a meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telefax or telex another manager as his proxy. A manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to hear one another. The participation by a manager in a meeting by conference call or by other similar means of communication shall be deemed to be a participation in person at such meeting. The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the managers, present or represented at the board meeting, or by the chairman of the board of managers, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case it shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such circular resolution shall be the date of the last signature. A meeting of the board of managers held by way of such circular resolution will be deemed to be held in Luxembourg.

**Art. 12.** The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

**Art. 13.** The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholder meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the Companies Act.

**Art. 14.** The Company's year starts on January 1<sup>st</sup> and ends on December 31<sup>st</sup> of each year.

**Art. 15.** Each year, with reference to December 31<sup>st</sup>, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 16.** The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital. The balance of the net profits is at the free disposal of the shareholder's general meeting. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends.

**Art. 17.** At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

**Art. 18.** Reference is made to the provisions of the Companies Act for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

#### *Subscription and Payment*

All the twenty thousand (20,000) shares have been subscribed by Patron Capital Investments S.à r.l., prenamed.

All shares have been fully paid-up by contribution in cash, so that the sum of twenty thousand British Pounds (GBP 20,000) is at the free disposal of the Company; evidence of which has been given to the undersigned notary.

#### *Transitory Provision*

The first financial year shall begin today and it shall end on December 31<sup>st</sup>, 2016.

#### *Estimate of costs*

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be born by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately one thousand five hundred euro (EUR 1,500).

The amount of twenty thousand British Pounds (GBP 20,000) corresponds to the amount of twenty-six thousand two hundred seventy-seven Euro and sixty-three Eurocent (EUR 26,277.63) according to the exchange rate published on XE.com on February 1<sup>st</sup>, 2016.

#### *Extraordinary general meeting*

Immediately after the incorporation, the shareholders representing the entire subscribed capital of the Company have herewith adopted the following resolutions:

1) The number of managers is set at two (2). The meeting appoints as managers of the Company for an unlimited period of time:

- Mr. Steve van den Broek, director, born in Antwerp, Belgium, on July 26<sup>th</sup>, 1970, residing professionally at 6, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg; and

- Mrs Géraldine Schmit, director, born in Messancy, Belgium, on November 12<sup>th</sup>, 1969, residing professionally at 6, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

2) The registered office is established in L-2310 Luxembourg, 6 avenue Pasteur.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the date stated above.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder signed together with Us, the notary, the present original deed.

#### **Suit la version française du texte qui précède**

L'an deux mille seize, le cinq février.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Patron Capital Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée, avec siège social à L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 160.456, ici représentée par

Madame Isabel DIAS, employée privée, résidant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 27 janvier 2016.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire agissant pour le compte des parties comparantes et le notaire instrumentaire, demeure annexée au présent acte avec lequel elle est enregistrée.

Laquelle comparante, aux termes de la capacité avec laquelle elle agit, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il existe entre les souscripteurs et toutes les personnes ou entités qui pourraient devenir associés par la suite une société à responsabilité limitée, prenant la dénomination de "Patron Belair S.à r.l." (ci-après, la Société).

**Art. 2.** L'objet social de la Société est l'accomplissement de toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, sous quelque forme que ce soit, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par la vente, par échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de son portefeuille. La société peut également accomplir toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à l'acquisition, le développement et l'exploitation de toute opération mobilière et immobilière situé dans tout pays.

La Société peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. Elle pourra nantir, céder, grever de charges tout ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

La Société peut emprunter, sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder à l'émission de titres, obligations, bons de caisse, certificats, parts bénéficiaires et warrants ainsi que et toute sorte d'instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris ceux issus du produit de prêts et/ou émissions de valeurs mobilières à ses filiales, à des sociétés affiliées ainsi qu'à toute autre société.

La Société peut accomplir toutes opérations commerciales, industrielles et financières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.

**Art. 3.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

La Société peut ouvrir des succursales dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger.

**Art. 5.** Le capital social de la Société est fixé à la somme de vingt mille Livres Sterling (20.000.- GBP) représenté par vingt mille (20.000) parts sociales d'une valeur nominale d'une Livre Sterling (1.- GBP) chacune.

**Art. 6.** Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'associé unique sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 13 des présents statuts.

**Art. 7.** Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.

**Art. 8.** Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

**Art. 9.** Toutes cessions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales peuvent être cédées, à condition d'observer les exigences de l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915).

**Art. 10.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, sinon d'un des associés, ne mettent pas fin à la Société.

**Art. 11.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été désignés, ils formeront un conseil de gérance. Le ou les gérant(s) n'ont pas besoin d'être associés. Le ou les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par l'assemblée des associés, par une résolution adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Un président pro tempore du conseil de gérance peut être désigné par le conseil de gérance pour chaque conseil de gérance de la Société. Le président, si un président a été désigné, présidera la réunion du conseil de gérance pour laquelle il aura été désigné. Le conseil de gérance désignera un président pro tempore par vote de la majorité des gérants présents ou représentés lors du conseil de gérance.

Vis-à-vis des tiers, le ou les gérant(s) ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect des dispositions du présent article 11.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, de la compétence du conseil de gérance.

En cas de gérant unique, la Société sera engagée par rapport aux tiers par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la seule signature d'un membre quelconque du conseil de gérance. Le conseil de gérance peut élire parmi ses membres un gérant-délégué qui aura le pouvoir d'engager la Société par la seule signature, pourvu qu'il agisse dans le cadre des compétences du conseil de gérance.

L'assemblée des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. L'assemblée des associés ou le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

En cas de pluralité de gérants, les décisions du conseil de gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le conseil de gérance peut délibérer ou agir valablement seulement si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée lors de la réunion du conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie, au moins 24 (vingt-quatre) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. On pourra passer outre cette convocation si les gérants sont présents ou représentés au conseil de gérance et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants qui prennent part à la réunion de s'entendre mutuellement. La participation d'un gérant à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication sera considérée comme une participation en personne à la réunion. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans un procès-verbal qui sera conservé au siège social de la Société et signé par les gérants, présents ou représentés au conseil de gérance, ou par le président du conseil de gérance, si un président a été désigné. Les procurations, s'il y en a, seront jointes au procès-verbal de la réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil de gérance sans exception. La date d'une telle décision circulaire sera la date de la dernière signature. Une réunion du conseil de gérance tenue par voie circulaire sera considérée comme ayant été tenue à Luxembourg.

**Art. 12.** Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

**Art. 13.** L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que de l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

**Art. 14.** L'année sociale de la Société commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

**Art. 15.** Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire et du bilan.

**Art. 16.** Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire.

**Art. 17.** Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

**Art. 18.** Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales de la Loi de 1915.

#### *Souscription et libération*

Toutes les vingt mille (20.000) parts sociales ont été souscrites Patron Capital Investments S.à r.l., préqualifiée.

Toutes les parts ont été intégralement libérées par apport en espèces, de sorte que la somme de vingt mille Livres Sterling (20.000.- GBP) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

*Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2016.

*Evaluation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement mille cinq cents euros (1.500.- EUR).

La somme de vingt mille Livres Sterling (20.000.- GBP) correspond à la somme de vingt-six mille deux cent soixante-dix-sept euros soixante-trois Eurocent (26 277,63 EUR) conformément au taux de change publié sur XE.com en date du 1<sup>er</sup> février 2016.

*Assemblée générale constitutive*

Immédiatement après la constitution de la Société, les associés préqualifiés représentant la totalité du capital souscrit ont pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre de gérants est fixé à deux. Sont nommés comme gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Mr Steve van den Broek, gérant de Sociétés, né à Anvers, Belgique, le 26 juillet 1970, demeurant professionnellement au 6, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg; et

- Madame Géraldine Schmit, gérant de Sociétés, née à Messancy (Belgique) le 12 novembre 1969, résidant professionnellement à 6, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

2. Le siège social de la société est établi au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, celle-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: I. Dias et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 9 février 2016. Relation: 2LAC/2016/3055. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

*Le Receveur (signé):* André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 16 février 2016.

Référence de publication: 2016066944/290.

(160029168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2016.

---

**Malasi S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 665, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 81.143.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue à Luxembourg en date du 10 décembre 2015*

Après avoir délibéré, l'assemblée prend à l'unanimité des voix la résolution suivante:

1 Transfert du siège de la société de L-1660 Luxembourg 70, Grand-rue à L-2220 Luxembourg 665, rue de Neudorf.

Référence de publication: 2016069381/10.

(160032247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2016.

---

**Teamlux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 40.527.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2016081659/10.

(160047982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

---